

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

180 est, rue Sainte-Catherine, Montréal
Téléphone : PLateau 8511

Administrateur : PIERRE ASSELIN
Secrétaire de la Rédaction : PIERRE BOUCHER

On est prié d'envoyer toute correspondance à la
case 4018 de l'Hôtel des Postes en mentionnant
sur l'enveloppe le service (Rédaction ou Adminis-
tration) auquel on veut s'adresser.

L'ORDRE

Quotidien de culture française et de renaissance nationale

Directeur-fondateur : OLIVAR ASSELIN

Un ordre imparfait
vaut mieux que le désordre.

TARIF DES ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois
En ville, par la poste	\$9.00	\$4.75	\$2.50
Canada (hors de Montréal)			
Royaume-Uni, France et	\$6.00	\$3.25	\$1.75
Espagne			
Etats-Unis et Amérique du Sud	\$6.50	\$3.50	\$1.85
Autres pays	\$8.00	\$4.25	\$2.25

L'abonnement est payable d'avance par mandat-
poste ou chèque affranchi, suscrit et payable au
pair à Montréal.

Première année — No 301

Le numéro: 5 sous

Montréal, vendredi 8 mars 1935

L'impôt municipal sur le revenu

L'impôt municipal sur le revenu est une mauvaise chose parce que le partage d'un même droit d'imposition entre la Confédération, les provinces et les municipalités doit forcément compliquer le gouvernement. En effet, cet impôt, en tant qu'il relève du gouvernement fédéral, sera d'autant plus lourd que la situation financière du pays sera plus critique, et la province ou la municipalité sera pour cette même raison plus empêchée de taxer.

Un des vices intrinsèques de l'impôt municipal sur le revenu, dans une ville comme Montréal, c'est que tout le monde touchant de près ou de loin à la politique voudra scrutier les déclarations de revenu dans l'espérance d'atteindre ses adversaires. Sur une scène plus vaste et grâce à la conception que les Anglais se font de ce genre de fiscalité, les indiscrétions sont moins à craindre; mais quand il n'y aura que la volonté d'un fonctionnaire montréalais pour protéger l'assujéti contre les inquisitions d'un Houde, d'un Savignac ou de quelque autre personnage consulaire, cette protection ne vaudra pas cher.

Mais surtout, l'impôt municipal sur le revenu achèvera de désintéresser de la chose publique la masse du corps électoral. L'impôt direct est le plus propre à faire naître chez l'électeur le désir de surveiller ses élus; mais il ne réalise cet objet que s'il s'applique à la majorité; qu'au contraire il ne frappe qu'une infime minorité, le corps électoral n'a plus alors qu'une ambition: taxer la minorité jusqu'à la confiscation et en même temps faire voter le plus de dépenses possible par ceux qu'on appelle les représentants du peuple.

Les conseillers municipaux de la ville de Montréal ont décidé de demander à l'impôt sur le revenu quelques-uns des millions dont ils ont besoin pour boucler le budget, prétendent-ils, ou pour constituer une nouvelle matière à pillage, déclarent ceux qui connaissent un peu le fond de la question municipale. Jusqu'ici les citoyens de Montréal sont restés muets devant cette manœuvre; et probablement par prudence, car les contribuables de l'impôt sur le revenu, qui sont une toute petite minorité, seraient aussitôt dénoncés comme des capitalistes, et non plus seulement par les feuilles révolutionnaires, mais par la Bonne Presse. En même temps M. Taschereau reste les bras croisés parce qu'il veut, dit-il, laisser à Montréal toute son autonomie fiscale. Cette attitude du premier-ministre ne manque pas de logique électorale, mais M. Taschereau doit savoir que la fiscalité adoptée par la ville de Montréal s'étendra bientôt aux principales municipalités de la province de Québec: quelle raison aurait-on en effet pour refuser à Québec, Trois-Rivières ou Sherbrooke un régime appliqué à la métropole?

Ce n'est donc plus la seule ville de Montréal qui est en cause, mais toutes les municipalités de la province; et si l'impôt municipal sur le revenu est foncièrement antisocial personne ne saurait blâmer le premier-ministre de s'y opposer. Même au simple point de vue électoral, M. Taschereau constatera peut-être au prochain scrutin qu'il y a un vote qui n'est pas à négliger: celui des contribuables qui en ont assez de se faire sacrifier à la démagogie.

Olivar ASSELIN

N. B. — La ville de New-York avait elle aussi décidé d'imposer le revenu. Devant les protestations de la Chambre de Commerce de l'Etat, elle a consenti à ajourner la mise en vigueur de cette décision au 1er juin, et si dans l'interval la taxe de vente (car là aussi on aura une taxe de vente) donne autant qu'on espère, l'impôt sur le revenu sera aboli. Voir à ce sujet la première colonne de la page 2 du TIMES. — O. A.

Réveil du lion devenu vieux

Tandis que Bonaparte faisait son petit Napoléon en Europe, éternant la France à des guerres futiles et ruineuses, l'Angleterre se constituait pacifiquement un empire et se détachait lentement de la vie continentale. La persistance de cette illusion, par laquelle Londres croyait pouvoir s'isoler et former un monde à part avec ses possessions et colonies autonomes, c'est la tragédie de l'Angleterre depuis l'époque victorienne. Maîtresse des mers, devenue le centre des courants commerciaux et comme le pivot de l'équilibre économique, elle se crut assez puissante pour renouer au continent, où la France, déchirée à l'intérieur par les férociétés politiques, semblait une proie facile pour l'Allemagne. Dans cette politique, qui faisait dire à Bowman, l'autre jour, que l'Angleterre manquait de réalisme, il entrait autant d'imprévoyance que d'orgueil; mais il y avait aussi le souci de ne pas contrarier le dessein d'un pays pour lequel Victoria, par alliance, avait une complaisance particulière. Même après que la guerre de 1914 eut prouvé le danger allemand, et que l'Angleterre n'était plus à l'abri d'une agression partie du continent, on vit un lion de foire comme Lloyd George, ignorant en politique extérieure, bouillonnant de gallophobie, se démenier pour priver la France des fruits d'une victoire chèrement payée. Depuis l'établissement des frontières d'après guerre, le Foreign Office, ou chancellerie diplomatique, sous la coupe de ce haineux germanophile, Ramsay MacDonald, s'est employée à détruire le prestige français en repoussant délibérément toutes les thèses du Quai d'Orsay sur l'armement et la sécurité. L'Angleterre n'a jamais cessé de raffermir, en revanche, la puissance belliqueuse du peuple allemand, comme si elle avait perdu la mémoire de ses enfants morts sur les champs de bataille de l'Europe; elle s'est obstinée, en dépit de tout bon sens, de toute prudence, à défendre cette institution de vieillards maniaques, ce fumeoir de wagon-lit cosmopolite qui s'appelle la Société des Nations. Cette politique criminelle, l'Angleterre a feint d'y croire, par opportunisme, jusqu'au jour où M. Baldwin a lancé sa phrase mémorable: « Notre frontière est sur le Rhin. » Elle s'est aperçue qu'une attaque brusquée par la voie des airs la menaçait du côté allemand. On sait par les dépêches que les Communes viennent de voter un crédit de 60,050,000 livres — 285,237,500 dollars au change actuel — pour l'armée navale, soit une augmentation de 3 millions et demi de livres sur les estimations budgétaires de l'an dernier. A quoi il faut joindre un budget de l'air de quelque 275 millions de dollars et des crédits affectés à ceinturer l'Empire de bases navales, avec, bien entendu, la collaboration financière des dominions. Selon l'Associated Press, Ramsay MacDonald lui-même, MacDonald l'utopiste et l'internationaliste, MacDonald, le protagoniste du désarmement dépourvu de sanctions, a justifié cette décision du gouvernement en insistant sur le réarmement secret de l'Allemagne. La dépêche, probablement visée par le Foreign Office, précise que les constructions navales n'exceedront pas la limite assignée à l'Angleterre par le traité de Washington; mais il tombe sous le sens que tout cela n'est que camouflage. Avec une hâte fébrile et mal dissimulée, Londres s'empresse de contredire toute sa politique passée dès que le torchon brûle. Ce réveil à retardement, explicable par la lenteur des réflexes chez le peuple anglais, suffit à détruire le bohard d'un désarmement moral par le ministère de Genève. Les mots n'ont jamais empêché les hommes de se battre quand ils en ont eu le goût; mais l'apparence de la force peut y parvenir. Malgré elle, l'Angleterre est enchaînée aux conflits continentaux, et sa sécurité dépend de la sécurité de la France, dont le territoire défendu est le seul obstacle sérieux entre l'Allemagne et les Iles britanniques. Quant à la Société des Nations, privée brusquement de sa plus ferme colonne, elle pourra continuer de prêcher la paix aux cadavres du Gran Chaco.

Lucien PARIZEAU

Les finances publiques au Canada

Pour se rendre compte de l'importance des finances publiques, il faut voir jusqu'à quel point les impôts et taxes de toute sorte absorbent le revenu national. On constate partout, à l'heure actuelle, un accroissement continu du budget des dépenses publiques. A des dépenses nouvelles correspondent des impôts nouveaux. C'est au cours de la dernière guerre, par exemple, qu'est né l'impôt sur le revenu. Cet impôt qui ne devait être que temporaire est maintenant permanent. A la suite des crises répétées qui ont ébranlé les assises de la vie économique nationale et internationale depuis la guerre, les Etats se sont vus dans l'obligation d'accroître considérablement leur budget de dépenses. A l'heure actuelle, au Canada comme ailleurs, ce sont des dépenses dites sociales qui constituent les postes les plus considérables du passif des finances publiques.

Comment se pose, au Canada par exemple, le problème des finances publiques? Il faut rechercher continuellement entre les provinces et l'Etat central un *modus vivendi* qui soit une solution raisonnable au problème de la distribution des subsides fédéraux. En 1867, les provinces cédèrent au pouvoir central le droit de recouvrer les recettes douanières à la condition expresse qu'Ottawa s'engageât à leur remettre, annuellement, une partie de ses revenus. De prétendues injustices furent, depuis cette époque, l'occasion de nombreuses disputes entre le pouvoir central et les gouvernements provinciaux. La crise actuelle rend encore plus aiguë la question des subsides fédéraux.

Nous avons toujours soutenu, à l'ORDRE, que le chômage, mal industriel, relève de la compétence du gouvernement fédéral. Selon une autre interprétation, le chômage est essentiellement un problème social qui, partant, relève de la compétence provinciale. C'est surtout cette ambiguïté qui explique pourquoi la question du chômage n'a pas encore trouvé, au Canada, une solution claire et définitive. Quand il s'agit de remplir les caisses de « secours directs », c'est à qui paiera le dernier. On ne voit pas pourquoi le gouvernement fédéral, qui assume à ses risques, ou plus exactement aux risques des contribuables, les frais de l'assurance-chômage, ne prendrait pas aussi à sa charge le budget des allocations de chômage. La logique est loin de faire toujours bon ménage avec la politique.

Ce n'est pas là, d'ailleurs, le seul aspect ambigu du compromis politique. Voyons le pacte fédéral de 1867. La constitution n'accorde-t-elle pas au gouvernement fédéral le droit exclusif de prélever les impôts indirects et au provincial celui, aussi exclusif, de prélever les impôts directs? On ne trouve cependant dans les textes constitutionnels aucune distinction entre un impôt direct et un impôt indirect. C'est à la faveur de textes obscurs que le gouvernement fédéral prélève aujourd'hui, dans toute l'étendue du pays, un impôt sur le revenu. Et certaines municipalités nécessiteuses se prévalent, aujourd'hui, des mêmes droits que le gouvernement fédéral.

Comment s'étonner après cela que le

contribuable canadien soit surchargé d'impôts? Si le produit de ces impôts était affecté à des dépenses réellement productives, la situation financière du pays ne serait pas si compromise qu'elle l'est maintenant. Savez-vous à combien s'élève le service des intérêts de la dette contractée par le gouvernement fédéral? A tout près des deux tiers du budget moyen, qui s'élève à 350 millions de dollars. La proportion entre le revenu total du gouvernement central et le service des intérêts qu'il doit acquitter ressort des chiffres suivants:

Intérêts sur les obligations du gouvernement fédéral	\$130,000,000
Intérêts sur les obligations garanties par le gouvernement	95,000,000
Total	\$225,000,000

En 1913, un quinzième environ du budget fédéral servait à acquitter les intérêts de la dette publique. On voit à quelles orgies d'emprunts s'est livré le gouvernement central depuis cette époque. Pour être complet, nous devrions ajouter aux chiffres précédents les sommes que doivent payer, en intérêts, les administrations provinciales et municipales du pays. Pour acquitter les intérêts de leur dette, les provinces canadiennes doivent payer annuellement 40 millions de dollars et les municipalités 65. Ce qui est plus grave, c'est que la cascade des emprunts ne semble pas devoir s'arrêter. L'endettement du pays atteint d'environ 300 millions par année. Dans ces conditions, on s'explique facilement que la dette du peuple canadien s'élève maintenant à près de 20 milliards de dollars. La question des finances publiques, au Canada, ne saurait être posée autrement que de la façon suivante: ou réduire courageusement le budget des dépenses ou augmenter encore le poids des impôts. C'est, semble-t-il, à cette dernière solution que se sont arrêtés nos différents gouvernements. Ce n'est certainement pas la meilleure façon de résoudre le problème des finances publiques, ni de ramener, chez nous, un peu de la prospérité d'autrefois.

Jean-Marie NADEAU

1 Chiffres reproduits de l'INFORMATION.

Une causerie de notre camarade Jean-Marie Nadeau

Ce soir, à 8 h. 30, à la salle Saint-Sulpice, a lieu la deuxième soirée de la Société des Conférences de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales.

Notre camarade Jean-Marie Nadeau, avocat, fera une causerie sur « Nos institutions ». M. Gérard Gélines, chanteur très apprécié du public, interprétera un programme musical varié et intéressant.

Les prétendus « concordats »

Le « Notaire Grandbois » de l'ACTION CATHOLIQUE — pas celui de Camillien Ier — fait toujours preuve d'un bel optimisme. Dans un article intitulé *La loi des Concordats ne protège que créanciers et cultivateurs raisonnables*, il assure qu'il est généralement facile de trouver un terrain d'entente. Cette croyance en la bonté naturelle de l'homme est la marque d'un grand cœur, mais d'un esprit faible. Il y a à quelque cent cinquante ans, elle a conduit à la Révolution française: Dieu sait où elle nous mène actuellement.

M. Rhodes a dit aux Communes que la loi sur les dettes agricoles ne peut être qu'une mesure temporaire. C'est vraiment dommage, car il serait plaisant de contempler des cultivateurs, mal pris ou malhonnêtes, dépouiller l'Etat-démagogue. Du coup, il faudrait agrandir la crèche dans des proportions gigantesques. Bientôt d'ailleurs, presque tous les citoyens taperont en cœur la caisse fédérale, grâce à l'assurance-chômage, particulièrement. Nous verrons alors l'effet des belles lois socialo-socialisto-communistes que l'organe de la rue Sainte-Anne applaudit à tout rompre.

Le notaire raconte aussi que « cette loi n'est pas faite exclusivement pour le bénéfice des cultivateurs ». « Les commissaires, ajoute-t-il, ne traitent pas de la même façon un malheureux cultivateur réduit à la misère par suite de mauvais marchés et de malchance et un cultivateur qui est dans le chemin à cause de son gaspillage ou de sa paresse. » Cela indique bien que cette loi immorale n'encourage pas seulement la malhonnêteté et la faiblesse, mais encore la médisance, la calomnie, la délation et son brillant cortège de hautes vertus.

Le seul moyen d'en sortir est de nommer immédiatement des témoins de moralité dans tous les villages de la Province, puis de choisir des grands inquisiteurs chargés de faire des examens, des recherches, des perquisitions, d'appliquer même le « 3e degré » dans les cas épineux. Mieux que cela. Comme il est bien difficile de mesurer la paresse ou la malhonnêteté d'une personne sur les présomptions des commères-dénonciatrices du voisinage, il convient aussi d'attacher au séquestre un confesseur délié du secret de la confession. (Je ne sais trop que faire des débiteurs protestants.) Enfin, je me demande même s'il ne faudra pas implorer l'intervention de Dieu qui, seul, peut sonder les cœurs et les reins. A son défaut, on pourrait peut-être se contenter de revenir au « jugement de Dieu » du moyen âge. Voilà l'unique parti qui permette, à mon sens, de parvenir à la justice parfaite.

Quant à la prétention que la loi sur les dettes agricoles profite aussi au créancier raisonnable, elle est bien bonne.

Jules BAZIN

A propos d'un impôt

On a changé d'avis si souvent au sujet des nouveaux impôts municipaux qu'on ne peut guère prévoir lequel seront finalement établis. Même après l'adoption par le comité des bills privés de la taxe de vente, il n'est pas sûr qu'on ne changera pas encore d'attitude à la dernière minute. Ce qui pourrait confirmer cette opinion, c'est la réponse de M. Houde à M. Arrand qui lui demandait comment la Ville ferait pour contrôler la perception de la taxe. A cette question, le maire de Montréal a répondu qu'il n'en savait rien mais que « la Ville ferait son possible ».

C'est ainsi qu'on décide des impôts à prélever. On les adopte avant d'en connaître la possibilité et le mode de perception. Il serait plus naturel, avant de juger de l'opportunité d'un impôt, de chercher si on pourra le percevoir et comment on devra procéder pour ce faire.

Il y a un autre fait à signaler au sujet de la discussion sur la taxe de vente. Il s'agit de l'exemption qu'on songe à accorder aux maisons de commerce qui ont un comptoir postal. Il y aurait bien des considérations à faire sur le principe même de cette exemption.

L'une des conséquences du progrès mécanique a été la concentration de l'industrie et par suite, du commerce. En même temps s'établissait un courant d'émigration de la population rurale vers les villes. Il en est résulté un véritable déséquilibre économique et il y a lieu de se demander si la législation ne devrait pas tendre à rétablir l'ancien état de chose. En favorisant d'une manière excessive le commerce urbain, en lui permettant de pénétrer plus facilement dans les centres ruraux, on contribue à tuer le commerce dans les petites villes. La concentration a toujours tendance à s'accroître; ne faudrait-il pas au contraire tenter d'opérer une décentralisation? C'est un problème sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.

Jean-Claude MARTIN

Le sort des projets anglo-français

IV

par André BOWMAN

L'action diplomatique conjuguée de la France et de l'Angleterre prend, après plus d'un mois de conversations officielles, des proportions qui pourraient faire croire à une tentative tardive de redressement si l'on n'était presque sûr d'assister une fois de plus à une de ces manœuvres velléitaires. A la mode depuis 17 ans.

Après avoir conclu un accord de principe avec la France, l'Angleterre a essayé d'amener l'Allemagne à signer une entente ferme, moyennant certaines conditions qui tenaient particulièrement au cœur des dirigeants de Berlin.

La réponse allemande ayant été évasive — il ne fallait pas s'attendre à autre chose — le ministre anglais des Affaires étrangères se rendit à Berlin pour tâcher de convaincre le gouvernement nazi de l'importance de donner son adhésion au pacte de sécurité européenne. Nouvelle déconvenue: le gouvernement allemand, après avoir fait traîner les choses en longueur, a renvoyé les pourparlers à une date ultérieure, c'est-à-dire aux calendes grecques, et il attend maintenant qu'on vienne lui faire des offres dont il n'acceptera bien entendu que ce qui fera rigoureusement son affaire.

L'Angleterre a dû, devant la carence allemande, recourir à une nouvelle manœuvre qui ne manque pas d'analogie avec celle qu'adopta la France lors du revirement politique polonais. N'ayant pu se faire écouter à Berlin, sir John Simon parle de se rendre à Moscou et de conclure une entente avec les Soviets, et ce par-dessus la tête des gouvernants du Reich. Evidemment, ce n'est pas en des termes aussi catégoriques que l'on a annoncé le voyage circulaire du ministre anglais. Mais pour avoir mis des formes, le gouvernement britannique n'en montre pas moins l'intention de prendre des mesures de sécurité puisque la tentative de février est virtuellement à l'eau. Il a déjà voté des crédits considérables pour la défense nationale, il n'est pas improbable qu'il présente d'autres projets de dépenses supplémentaires dans quelques temps.

On peut voir dans le prochain voyage qu'entreprendra sir John Simon à Moscou et en Europe centrale une réponse à la tentative allemande de manœuvrer l'Angleterre par une diplomatie subtile, mais qui a été mise à jour par la publication du Livre Blanc.

Reprenant la tactique qui lui avait si bien réussi avec la Pologne, l'Allemagne avait fait sonder l'opinion publique anglaise pour voir s'il ne serait pas possible de l'égarer au moyen de pourparlers et d'accords bilatéraux. La tentative était habile. Elle aurait pu donner des résultats dont seule l'Allemagne aurait profité, puisque l'Angleterre se serait une fois de plus endormie dans une fausse sécurité et qu'elle n'aurait pas été obligée de s'engager dans des pactes de garantie qui lui répugnaient.

Malheureusement pour Berlin, il y a encore quelques esprits qui voient clair à Londres comme à Paris, et le sondage du Reich a été fait en pure perte. Pour éviter que l'opinion publique ne s'égare, le gouvernement anglais a publié le Livre Blanc sur les armements de l'Allemagne. Démasqués, les hommes de Berlin ont compris qu'il fallait employer une autre tactique, et c'est pourquoi ils ont riposté en torpillant les propositions anglo-françaises et en refusant de continuer les pourparlers.

Il serait curieux de voir l'Angleterre se tourner, comme la France, vers la Russie et s'engager par quelque accord ferme dans les affaires continentales. La chose n'est pas impossible, car la menace allemande est très réelle et ne sort pas du tout, comme certains voudraient le faire croire, de la cervelle des fabricants de canons.

Dans un article précédent — du 13 février — j'avais prévu que les propositions anglo-françaises tomberaient à l'eau et ne donneraient pas les résultats qu'on semblait en espérer, parce que ces propositions essayaient de concilier les inconciliables. C'est précisément ce qui arrive à l'heure actuelle: les pro-

DEMAIN 9 MARS

A l'occasion de son premier anniversaire, l'« Ordre » publiera un numéro de huit pages qui renfermera, outre ses rubriques habituelles, des articles de ses collaborateurs et amis, entre autres:

Edouard Montpetit
Le Frère Marie-Victorin
Marie Le Franc
Henry Laureys
Jean-Charles Harvey
Philippe Bertault
Valdombre
Albert Pelletier
Charles Maillard
Emile Venne
Le docteur J.-A. Séguin

Alfred Des Rochers
Berthelot Brunet
Jovette Bernier
Arthur Laurendeau
Robert de Roquebrune
Rex Desmarchais
Gérard Morisset
Annette Doré
Dollard Dansereau
Gérard Dagenais
Noël Bureau

Retenez dès maintenant votre exemplaire
Prévenez vos amis

Les dépositaires sont priés de placer leur commande au plus tôt

La Bibliothèque économique de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales compte près de 20,000 ouvrages de référence sur le commerce, l'industrie, la finance, l'économie politique, etc.; elle reçoit tous les mois environ 300 périodiques traitant des mêmes sujets. Riche documentation mise gratuitement à la portée du public. Ouverte tous les jours de 9 h. du matin à 10 h. du soir, le samedi de 9 h. à 5 h.

REVUE DE LA PRESSE CANADIENNE

Armand Lavergne

Comme tant d'autres, cet homme si distillé de son vivant reçoit à sa mort beaucoup d'éloges. Pour ne pas trop allonger cette revue de presse, faisons très rapidement le tour des journaux en ne reproduisant que de courts passages. Les articles consacrés à ce défunt, qui de son vivant fut incontestablement une personnalité, sont surtout faits de souvenirs personnels (la plupart des rédacteurs l'ayant fréquenté et connu plus ou moins intimement), de notes biographiques et de récits d'anecdotes. On trouve peu de jugements sur l'homme et sur son œuvre dans cette abondante collection d'articles nécrologiques.

M. Omer Héroux, par exemple, insiste sur la fidélité de Lavergne au DEVOIR depuis la fondation de ce quotidien, et il reproduit pour la démontrer une longue lettre adressée par le défunt à M. Louis Dupire. Pour expliquer que la fréquentation de milieux politiques divers n'a pas altéré la juste politique de Lavergne, M. Héroux cite de lui un article paru dans l'ACTION NATIONALE de janvier et il ajoute :

C'est l'accès de 1905, des jours où, pour la défense des minorités de l'Ouest, Lavergne, tout jeune, brisait ses chefs et son parti. Le ton n'avait point changé, les actes non plus. Tout au long de sa vie, contre les rouges et les bleus, et sans s'occuper des conséquences, Lavergne a défendu les principes de sa jeunesse. Il a fêtré les timides et les lâches, de quelque couleur qu'ils fussent. Il a voulu mettre au-dessus de tout l'essentiel.

Et c'est un consolant spectacle que de voir des hommes de tous les partis lui rendre un commun hommage et marquer la raison maîtresse de cet hommage : son magnifique courage, son profond amour de son pays et des siens.

Sous l'article de M. Héroux, L.E.D. réunit en un billet un certain nombre de souvenirs et donne du grand « V » à Lavergne qu'il orthographe La'v'ergne, contrairement à la pratique de M. Héroux. On serait tenté après cela de donner du grand « P » à M. Dupire... D'autres journaux aussi écrivent La'v'ergne, tandis que le plus grand nombre en tient pour la forme Lavergne. Personne n'a semblé se préoccuper de ce détail du vivant de celui que l'ÉVÈNEMENT appelle familièrement Armand. Sa mort sera-t-elle l'occasion d'une discussion sur le « V » comme celle de Lenotre a provoqué une querelle d'accent circonflexe ?

Passons à de plus sérieuses considérations. L'ÉVÈNEMENT accumule anecdotes, souvenirs, notes biographiques, n'omet pas les avatars politiques du défunt et glisse ceci vers la fin de son article :

Depuis quelques mois, il écrivait ses mémoires. Nous avons hâte de les lire. Il est allé mourir à Ottawa, près du Parlement, où il eut un rôle beaucoup plus important, s'il n'avait préféré la liberté et son parti. Le ton n'avait point changé, les actes non plus. Tout au long de sa vie, contre les rouges et les bleus, et sans s'occuper des conséquences, Lavergne a défendu les principes de sa jeunesse. Il a fêtré les timides et les lâches, de quelque couleur qu'ils fussent. Il a voulu mettre au-dessus de tout l'essentiel.

D'aucuns sont d'avis qu'en émargeant successivement aux caisses électorales des différents partis il ne s'est pas totalement dégage de la discipline de parti : cela l'obligeait à rentrer ses colères jusqu'à ce que, n'en pouvant plus, il devait rompre bruyamment avec le parti. Ce fut peut-être son erreur de vouloir concilier la liberté de parole et d'action avec l'émargement aux caisses électorales orthodoxes, comme l'écrivait M. Asselin. Pour l'ÉVÈNEMENT, c'est le contraire, notre confrère étant d'avis que la discipline de parti est plus fructueuse que la liberté de parole et d'action. Cela nous ramène à la discussion de la thèse soutenue l'autre jour par M. Lapointe. Passons encore.

L'ILLUSTRATION regrette qu'il n'y ait pas plus d'hommes de sa valeur dans nos parlements.

Le défunt était l'un de ces politiciens, comme il n'en reste plus que quelques-uns à la Chambre, qui savent placer l'intérêt général au-dessus des mesquineries du parti. Ses adversaires autant que ses amis politiques avaient appris à l'estimer et à le respecter.

Il y a quelques jours à peine on suggérait, tant dans les journaux conservateurs que libéraux, sa réélection par acclamation à la Chambre des Communes. Les libéraux étaient d'avis, bien qu'il fut un conservateur, de le présenter à la présidence de la Chambre d'un homme de valeur, n'en devait pas courir les risques d'une élection.

En effet si l'on peut regretter qu'il ait rendu moins de services en se soumettant par période à la discipline des partis, il faut reconnaître que, même dans le rang d'un groupe politique, il était beaucoup moins mouton que d'autres, ce qui est déjà très rare.

L'article nécrologique de la PATRIE ne dépasse pas les cadres d'une notice biographique. La PRESSE ne se compromet guère davantage :

Nombreux sont ceux qui regretteront la disparition de cet homme qu'ils admireraient à cause de son énergie, de son indépendance, de son franc parler, même s'ils ne partageaient pas toujours sa manière de voir quant à la meilleure manière de servir les intérêts de la nationalité canadienne-française en particulier et du pays en général.

Dans aucun des camps où il a combattu et dans aucun des postes qu'il a occupés, M. Lavergne n'a abdiqué son droit de critique. Lorsqu'il jugeait à propos d'élever la voix pour ou contre une mesure, un mouvement, un projet, il ne se laissait pas arrêter par la pensée que ses discours pourraient froisser ses amis ou ses partisans. Et l'on sait qu'il avait, quand il prenait la parole, le plumeau. On comprend qu'avec de semblables dispositions, il ne pouvait s'astreindre à la discipline d'un groupe politique.

Cela ne l'empêcha pas d'y faire périodiquement d'assez importantes concessions.

M. David et nos lettres

Le CANADA revenait mercredi sur le discours que M. David a prononcé au dîner de l'Association des auteurs. Après quelques lignes de dissertation sur le vieux thème : Avons-nous une littérature ? M. Henri

Girard écrit que M. David a posé ce problème sous un jour nouveau :

Les paroles du secrétaire d'Etat provincial nous suggèrent qu'il faut, au nom de quelques rares écrivains que nous comptons parmi nous, faire grâce aux amateurs qui composent en majeure partie notre Société des Gens de Lettres, mais surtout qu'il importe de préparer d'abord les voies aux écrivains de demain. Au lieu de nous lamenter sur l'infécondité du présent, travaillons le bon sol — c'est la pensée que nous nous sommes faite — et occupons-nous de créer l'atmosphère propice à l'éclosion des belles œuvres littéraires.

Mais M. Girard insiste surtout sur la nécessité d'ouvrir les portes et les fenêtres :

Avec le tact et la mesure qui le distinguent, entre autres qualités, M. David a courageusement abordé un problème que tous sur les lèvres, la nécessité du franc-parler. Nos écrivains manquent de lecteurs ? Pourquoi ? Parce que la plupart d'entre eux ont peur de la vérité. Ouvrons les portes et les fenêtres, sans casser les vitres, mais ouvrons-les enfin, toutes grandes sur la vie et la réalité. Et décrivons, exprimons le réel tel qu'il est, une fois libéré du manteau d'hypocrisie. Celui qui se demande avant d'écrire chaque mot ce que l'on pensera de lui ou de son œuvre, ne produira jamais rien qui vaille. Il faut que celui qui a l'inspiration dise ce qu'il pense et s'affirme M. David. Il faut à l'écrivain une liberté réelle, saine, comme celle qu'on reconnaît à l'orateur, à l'avocat, au médecin... On a accoutumé dans cette province d'appeler novateurs les gens qui disent tout haut ce qu'on pense tout bas.

En ce sens nous n'appellerons pas M. David un « novateur », mais nous aurons en exemple à tous ceux de chez nous qui écrivirent. Voilà comment on doit avoir le courage de sa pensée. M. David est vraiment l'un de ces rares hommes que nous admirons sans équivoque ni littérature à cause de leur probité intellectuelle.

En tout cas si les portes et les fenêtres finissent par s'ouvrir, il y aura largement contribué.

L'immigration des enfants

Un député vient de forcer le Gouvernement à admettre que le Canada a accepté une entente aux fins de recommencer l'immigration des enfants anglais dans notre pays. L.R. le signale comme suit au DROIT :

L'autre jour, M. A. E. Munn, député libéral de Vancouver-nord, avait inscrit une série de questions au feuillet de la Chambre au sujet des jeunes immigrants anglais. La première question de M. Munn se lisait comme suit : « Le ministre de l'Immigration ou tout autre ministre a-t-il fait des arrangements avec l'école d'agriculture Fairbridge, ou avec le major M. F. Trew, ou avec la Société d'émigration des enfants de Grande-Bretagne, dans l'intention de former des jeunes filles et des jeunes garçons à la vie rurale au Canada ? » A cela, le ministre d'Immigration, M. Gordon, a répondu que le gouvernement fédéral, à la demande des autorités provinciales de la Colombie britannique avait, en effet, conclu une entente avec la Société d'émigration des enfants de Grande-Bretagne, en vue d'établir en Colombie une succursale de l'école Fairbridge. Les enfants nous arriveront à l'âge de dix ans. Ils sortiront de l'école à quinze ans. La Société d'émigration des enfants de Grande-Bretagne nous enverra ensuite sur des fermes ou dans des foyers canadiens.

Le Gouvernement se défend d'avoir accordé aucune assistance financière au projet, mais qui nous assure qu'une fois le projet accepté et l'exécution commencée, ses partisans ne demanderont pas et n'obtiendront pas quelque subvention ? Cela est d'autant plus inquiétant que l'entente date de douze mois et qu'on gardait à ce sujet un prudent silence qu'on reprochera sans doute à M. Munn d'avoir rompu.

L'entente a été faite en mars dernier et c'est la première fois qu'on juge à propos de la faire connaître au public. C'est d'autant plus étrange que la question est importante. Nous avons, à plusieurs reprises, publié des statistiques qui montrent que l'immigration n'a jamais été arrêtée complètement et qu'il nous est arrivé depuis 1930, d'année en année des milliers d'immigrants. Maintenant on nous enverra des enfants. On les éduquera. On les formera à la vie rurale canadienne. C'est sans aucun doute une façon intelligente de faire de l'immigration — à condition que la liberté des enfants soit respectée et qu'on les traite d'une façon humaine. Mais c'est tout de même de l'immigration.

C'est tout de même de l'immigration et pas de la meilleure. Personne ne se fera d'illusions sur l'origine d'enfants qu'on expatrie en bandes dès l'âge de dix ans pour les confier à des institutions chargées de leur éducation. Il est entendu que ces petits malheureux n'ont d'autre soutien que la société, mais c'est à la société de leur pays d'origine qu'il appartient de s'en occuper au lieu de s'en débarrasser commodément sur nous. De ces enfants à la charge de la société nous avons déjà trop, sans accepter ceux de l'Angleterre. Si notre gouvernement se sentait de sympathie pour les orphelins dont l'état civil n'est pas toujours très bien établi, qu'il réserve cette sympathie pour les nôtres avant que se justifient les craintes du docteur Daniel Longpré de voir notre société infestée des enfants vagabonds que, dans la Russie soviétique, on nomme les « kopritorniks ». En organisant ainsi l'exportation — il n'y a pas d'autre mot — de ses « kopritorniks », l'Angleterre donne en vérité une prime à l'imprévoyance, à l'insouciance, à la faiblesse de sa jeunesse et, indirectement, de la nôtre. Mais elle continue sans honte l'histoire de son émigration.

L'excommunication

Le CANADA revient sur l'excommunication prononcée samedi par MM. Taschereau et Lapointe contre l'Action libérale nationale. Cette fois c'est R.G., expliquez cela comme vous pouvez, qui en prend occasion pour affirmer que le libéralisme est la plus large doctrine politique et pour célébrer « la richesse doctrinale du libéralisme ». Si large que soit cette doctrine, elle ne peut s'étendre jusqu'à celle de M. Paul Gouin, malgré l'existence possible, au dire de notre confrère, d'ailes droite et gauche dans un aussi grand parti. Mais lisons R.G.

Les esprits brouillons qui tourmentent depuis quelques mois leur idée du libéralisme pour y chercher comment ils arriveraient à prouver comme vent le faire M. Paul Gouin que le libéralisme de M. Lapointe n'est pas du même crin que celui de M. Taschereau sont maintenant réduits depuis la déclaration conjointe de notre Premier ministre et de l'ancien lieutenant de Laurier à Québec samedi dernier.

« Prêchez des réformes, demandez des changements mais faites vos demandes dans les rangs du Parti », a dit M. Lapointe à l'adresse des jeunes, et M. Taschereau, se plaçant pour considérer le même problème à cet égard, a déclaré que qu'un chef libéral, a affirmé : « Le Parti Libéral de la province n'est hostile à aucun progrès, à aucune idée nouvelle. »

Puis, niant énergiquement qu'il y ait aucune scission entre les groupes fédéral et provincial du parti libéral, R.G. prétend que « comme toutes les armées vraiment fortes, le libéralisme canadien peut avoir son aile droite, son aile gauche », et que « tous les libéraux, ceux de Québec comme ceux d'Ottawa, peuvent se mêler indistinctement dans ces deux ailes ». Courants superposés, dit-il, mais qui vont dans le même sens :

Il n'y a que les imbéciles ou ceux qui ont intérêt à jouer les imbéciles pour ne pas le comprendre. Et le spectacle est désolant que quelques jeunes gens, dont la valeur intellectuelle et la valeur morale paraissent être au-dessus de ces erreurs d'intelligence ou de ces mesquineries, qui s'imaginent faire de la grande politique en prenant, quelques-uns volontairement, quelques-uns de bonne foi, une différence d'interprétation de quelques points secondaires pour une divergence de principe. C'est notre magnifique unité d'esprit sur les points essentiels qui permet ces nuances d'interprétation. Et celles-ci ne démontrent-elles pas avant tout la richesse doctrinale du libéralisme ?

Pour démontrer cette largeur du parti et cette richesse de la doctrine, le libéralisme officiel rejette un groupe qui, à tort ou à raison, c'est une autre chose à discuter, se réclame de lui... tout en le combattant. Notre ami R.G. nous avait habitué à plus de rigueur dans ses raisonnements.

Le SOLEIL aussi revient sur le sujet, mais c'est pour faire appel à la solidarité des libéraux, c'est-à-dire à l'esprit de parti, après la profession de foi de M. Lapointe :

Ceux qui se réclament sincèrement de l'hon. Ernest Lapointe comme chef ont-ils entendu le sage avis qu'il leur adressait samedi dernier ? La solidarité de tous les bons libéraux s'impose à la veille d'une double campagne électorale que les ennemis du Canada français voudraient gagner à tout prix. Gare à la dynamique et à la fourberie ! Les torques en ont caché partout.

La TRIBUNE abonde dans le même sens.

Georges LANGLOIS

L'acier au manganèse, marque « Sorel », d'un alliage spécial, pour mâchoires de concasseurs, revêtement intérieur de malaxeurs d'asphalte, semelles de chemilles pour excavateurs et tracteurs, outillages miniers, etc. est reconnu de qualité supérieure ; il est employé par la majorité des entrepreneurs de pavage. En général, l'industrie minière du Québec fait aussi grand usage de ce matériau.

Aucun Canadien ne doit oublier qu'en achetant des marchandises ou des produits fabriqués par nos manufacturiers il accomplit un devoir social et collabore à l'expansion de nos propres industries. C'est là du patriotisme bien compris. (r)

CARTES D'AFFAIRES

Tous les grands hebdomadaires parisiens CANADIENS — JE SUIS PARTOUT — MARLENE — GRINGOIRE — Toutes les dernières nouveautés en librairie

Librairie J.-A. PONY Ltée 554 est, rue Sainte-Catherine HA 2577

FAITES DE METHOT VOIRE LIBRAIRE LANCASTER 4705 325 est, rue Sainte-Catherine

L'ÉQUINOXIAL n'a jamais été égalé. Depuis vingt ans, remède par excellence des personnes sédentaires, le préventif et combat : goutte, gravelle, rhumatisme, arthritisme, obésité. Prenez un verre d'ÉQUINOXIAL tous les soirs : c'est un gage de santé.

La mentalité de la jeunesse au pays des Soviets

(De la VIE INTELLECTUELLE)

SUITE

Puis, c'est le tour des différents « cercles d'occupations » (krujki zanjatij), presque tous obligatoires, surtout les cercles « politiques », et en particulier de « politique internationale », où la jeunesse est censée subir docilement, sous la direction d'un spécialiste marxiste, une explication des événements annoncés dans les journaux, pour en tirer les conclusions bolchevistes rédigées d'avance ; toute déviation de ce point de vue sera notée comme une hérésie séditieuse. Ces cercles sont toujours considérés comme une corvée à laquelle on s'efforce de se soustraire par toutes les ruses possibles. Les cercles antireligieux sont également évités dans la limite du possible, malgré les mesures énergiques prises contre l'abstention et la fuite des membres.

Enfin il y a le théâtre, le cinéma et la lecture soigneusement épurée au point de vue marxiste. Le théâtre est maintenu à un niveau assez élevé, à grands frais, non seulement pour l'établissement des étrangers, mais aussi et surtout comme instrument merveilleux de propagande entre les mains de politiciens qui sont des metteurs en scène de premier ordre. Seulement, le prix des places est nécessairement assez élevé, et le maigre budget du fonctionnaire ou de l'ouvrier ne permet guère de s'offrir souvent ce luxe. Reste le cinéma. C'est ici qu'on peut voir des indices certains du véritable état d'esprit de la jeunesse : elle manifeste clairement son dégoût pour les films tendancieux qu'on veut lui imposer, et sa curiosité avide pour les films étrangers qui lui montrent des aspects inconnus de la vie. On y voit des gens bien vêtus, des femmes élégantes, des tables bien servies, des intérieurs confortables... La jeunesse s'enivre de cette vision d'un monde qui lui semble féérique, et murmure : « krasivaja žizn' » (la belle vie)... Et puis, il y a les films américains avec les aventures extraordinaires, dont chacune semble un poème de force, d'audace, de volonté. Les journaux soviétiques poussent des cris d'alarme, se lamentent sur l'influence pernicieuse de ces spectacles sur la jeunesse, « qui y puise des leçons d'individualisme » ; ce danger est signalé avec autant d'inquiétude que l'est, en Europe, celui des films immoraux. Mais le succès matériel a pourtant trop d'importance, et on est obligé de tolérer les films d'aventures audacieuses, parce que ce sont les seuls qui ont la faveur du public. Et la jeunesse s'y presse en foule...

La lecture, nous le savons, est soigneusement contrôlée. Pas une ligne n'échappe à une double et triple censure qui explore non seulement le texte écrit, mais aussi l'intention de l'auteur en choisissant tel sujet et la manière dont il l'a présenté. Pour la jeunesse, il y a une littérature spéciale déjà assez considérable, écrite sur commande d'après un cliché bien connu : le komsozolc héroïque, donnant l'exemple de toutes les vertus civiques, édifiait les pays qu'il entraîne au « kolhoz », battant des records incroyables dans le travail à l'usine... Les auteurs sont fortement encouragés à persévérer dans cette production, et les avantages qu'ils en retirent doivent les consoler de l'accueil tiède fait à leurs œuvres par ceux à qui on les impose. Il y a aussi les classiques russes, dont la plupart furent longtemps prohibés, mais à présent on les édite pour remédier à l'absence de livres moins ennuyeux pour le jeune public que la littérature soviétique tendancieuse. Ces éditions de classiques sont épurées et munies de copieux commentaires, qui éclaircissent au point de vue marxiste les passages dangereux. Mais à travers tous les déguisements, en dépit de tous les commentaires, la jeunesse recherche avidement le reflet d'une idéologie autre que le catéchisme marxiste, les types humains peu conformes au morne idéal bolcheviste.

«... Nous avons lu Guerre et paix... La vie de campagne d'autrefois, c'est bien intéressant, malgré les commentaires... Mais surtout il y a Napoléon... Ça, c'était un homme ! » La forte individualité, la volonté personnelle tenace et victorieuse, — c'est là ce qui frappe et fait rêver, en dépit des commentaires dont on se détourne en bâillant. Et c'est aussi ce qu'on cherche dans la lecture clandestine, dans les livres prohibés qu'on se passe de mains en mains pour les dévorer en cachette. Le lecteur français sera sans doute surpris d'apprendre que parmi les auteurs interdits se trouve, par exemple, Jules Verne. O. Aimard, F. Cooper et tous les auteurs des grands romans d'aventure qui exaltent le courage individuel et l'audace de l'homme supérieur à la foule. Ces livres firent autrefois les délices de la jeunesse russe, même en de mauvaises traductions, dans les éditions populaires qui se trouvaient dans toutes les maisons, et leur grande propagation les empêcha de disparaître complètement malgré quinze ans de poursuite et de destruction : on en trouve encore des exemplaires déchirés, dépareillés, presque illisibles, qui sont recherchés par les jeunes lecteurs avec une avidité incroyable, malgré les suites graves que peuvent avoir la lecture et la propagation de livres prohibés.

C'est un des faits les plus curieux de cette existence étrange de la jeunesse russe, que cette vogue de la littérature clandestine la plus innocente, tandis que l'immoralité s'étale en plein jour dans la littérature approuvée ou officielle. On peut l'expliquer par l'attrait du fruit défendu ou par la réaction naturelle contre l'idéologie imposée, mais surtout il y a là l'immense dépôt de la vie trop terne à la fois et trop bestiale, la soif d'une conception de la vie moins brutalement colorée... Il y avait, il y a un quart de siècle, une Mme Tcharskaja qui écrivait des petits romans vertueux à l'usage des toutes jeunes filles ; ils sont maintenant interdits, et la littérature russe n'y perd rien. Mais ces fadeuses sentimentales ont l'objet de recherches avides, on les lit, ou plutôt on les devore, avec un ardeur dont l'auteur serait certainement la première à s'étonner... C'est la nostalgie du romantique,

de la petite fleur bleue si impitoyablement piétinée et arrachée de ces jeunes âmes.

On peut se demander comment cette nostalgie peut survivre dans l'atmosphère que respire la jeunesse russe, cette jeunesse pervertie par l'union libre, par la ruine de la vie familiale, par l'exclusion de toute morale de l'enseignement scolaire, et l'encouragement donné dès l'enfance à la sensualité animale la plus basse. Il y a là certainement une réaction instinctive de l'esprit contre les appétits grossiers trop facilement satisfaits. Il y a quelques années les journaux soviétiques parlaient d'une enquête sur la prostitution dans le monde entier ; les cercles de jeunesse étaient appelés à se prononcer en soulignant la différence entre un monde pourri et le paradis des soviets, mais ces déclamations furent brutalement interrompues quand on entendit les komsozolc constater naïvement : « Nous n'avons pas besoin de prostitution, nous avons nos camarades les komsozolki... Mais c'est justement parce que les petites camarades sont là, toujours, et sur pied d'une parfaite égalité, que le jeune homme sent obscurément le besoin de quelque chose de moins vulgaire, de plus romantique. Tout ce qu'il y a de sain en lui souffre, parfois inconsciemment, de cette complète déposition de la vie.

Pour la jeune fille, cet état de choses a des conséquences bien plus terribles. Les malheureuses fillettes qui à 10-12 ans en savent bien plus long que leurs mères, qui ont subi à l'école, en compagnie d'autres et grossiers garçons, l'enseignement des « phénomènes naturels », — ces fillettes qu'on a dépouillées de toute pudeur sont certainement des victimes sacrifiées à l'idole de la « construction socialiste ». D'après des statistiques médicales, 30 p. 100 des fillettes au-dessous de 15 ans auraient déjà pratiqué l'avortement ; de 15 à 18 ce chiffre s'élève jusqu'à 75-80 p. 100. Au-delà de 18 ans l'avortement devient chose naturelle, commune, fréquente, dont on parle en public avec autant de sans-gêne que d'une dent arrachée... Il est facile de se représenter la déchéance physique et morale qui en résulte. Aussi, dans la partie féminine de la jeunesse, cette nostalgie d'une autre existence dont nous parlions tout à l'heure se présente souvent sous l'aspect le plus vulgaire : rêves de belles toilettes et du décor mondain rêvé par le cinéma. Il y a aussi le type malheureux assez répandu de la komsozolka ravivée à l'état de jeune bête humaine aux appétits rudes et vigoureux, dénuée absolument de sens moral, n'ayant d'autre idéal que celui de la célébrité acquise par quelque prouesse sportive. Mais en dehors du Komsozol on voit souvent la tristesse navrante de la jeune âme ravagée, qui cherche « le sens de la vie » sans savoir où le trouver, et que le suicide attire comme un vertige. Et il y a encore celles qui, obéissant à l'obscur instinct de dévouement si vivace chez la femme, cherchent l'oubli dans le travail, soutiennent courageusement leur famille, donnent l'exemple du labeur consciencieux et honnête dans un milieu où le sentiment du devoir n'existe plus. Elles sont rares, ces dernières, mais pourtant il y en a...

À SUIVRE

La tribune du lecteur

La rédaction de l'Ordre n'est responsable ni des idées ni de la forme de ce qui paraît sous cette rubrique.

Pour la reprise du travail

Montréal, le 7 mars 1935.

Monsieur le Directeur,

Je lis avec intérêt votre journal tous les jours et je crois comprendre que vous savez par quel bout commence le progrès. Croyez-vous que le temps soit propice à l'établissement de lois sur les contrats collectifs tel que l'entend notre Législature ? Dans mon humble opinion, je ne crois pas qu'il soit opportun de faire ces changements sans empêcher ou retarder les travaux de réparations que les propriétaires, appauvris eux aussi par les taxes de toutes sortes et par une baisse de leurs revenus, pourraient envisager.

Il me semble que si l'on veut procurer du travail ce printemps, à autant de monde que possible, il ne faut pas commencer par exiger des salaires qui sont encore exorbitants par les années que nous traversons, et par le fait privier de travail les pauvres chômeurs.

Un chômeur qui veut travailler.

Pour les Oeuvres de Charité

Du 11 au 21 mai prochain, pour la troisième fois depuis sa fondation, la Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises fera campagne au bénéfice de ses vingt-quatre œuvres affiliées et des pauvres qu'elle secourt dans notre ville. Qu'on se le dise ! C'est la croisade annuelle contre la misère.

La Direction fait appel au cœur et à la bonne volonté de ses concitoyens, à tous ceux qui peuvent aider de leur personne en servant comme bénévoles, et de leur bourse en donnant d'une main généreuse. « Il faut donner et se donner pour réussir », selon la parole de son Excellence Mgr Deschamps.

Chacun se doit de faire sa part dans la mesure de ses forces et des avantages de sa situation présente. Rappelons-nous que la charité est le premier de nos devoirs envers le prochain et que celui-ci compte sur nous dans son malheur.

positions originelles sont mortes, et si l'on veut maintenir l'équilibre il faudra chercher quelque chose de nouveau.

Ce nouveau, ce pourrait être un engagement ferme de l'Angleterre à coopérer activement contre toute hégémonie du Reich. Mais pour le moment, ce serait probablement trop demander de la compréhension des hommes d'Etat qui trônent à Londres et qui sont environnés de difficultés intérieures au moins aussi délicates que celles de l'extérieur.

André BOWMAN

Propos d'un « mauvais » catholique

Notre article de samedi dernier, L'attitude nette, semble avoir été fait au bon moment, car l'ACTION PAROISSIALE de mars aborde, sur le plan général, la question de savoir si « l'Eglise a le droit d'entrer sur le terrain économique ». Avant de résumer cet article, répétons ce que nous avons toujours soutenu ici et que nous écrirons toujours les fois que ce sera nécessaire : 1° le domaine temporel, sans s'opposer au domaine spirituel qui le régit, en est distinct ; 2° un homme d'Eglise n'a pas le droit de fonder ni de diriger un organisme (association professionnelle ou autre) dont la fin première est de protéger les intérêts temporels de ses membres (et cela ne veut pas dire qu'il n'ait pas le droit et le devoir de veiller à la fin spirituelle d'une association, mais bien qu'il ne peut pas imposer au nom de l'Eglise des idées strictement humaines) ; 3° que cette ingérence de l'homme d'Eglise dans les affaires temporelles est universellement désavouée sous le nom de cléricisme. Donc, qu'on nous entende bien : l'ORDRE n'a jamais prétendu séparer l'Eglise et l'Etat, mais les distinguer pour le plus grand bien de l'une et de l'autre.

Mais des faussaires sont venus, qui ont abusé de leur plume de journalistes « catholiques » et de l'ignorance de leurs lecteurs pour donner à entendre que l'ORDRE pratiquait un anticléricalisme condamnable et voulait reléguer le prêtre « à la sacristie ». Et, comme en notre pays la confusion se fait vite dans les esprits incapables de discerner les nuances et habitués à juger en bloc, toutes les vieilles femmes et tous les petits vieux confits en dévotion ont répandu autour d'eux le mensonge de la « Bonne Presse ». Quant à l'ACTION PAROISSIALE, voici ce qu'elle écrit :

D'autres, qui croient à la vie future, mettent une cloison étanche entre le « temporel » et le « surnaturel ». Ils considèrent avec un sentiment mal dissimulé d'impitance que l'Eglise, dont le domaine est le surnaturel, réclame le droit d'entrer sur le domaine du « temporel ». « Cela n'est pas son affaire. Que le prêtre reste à la sacristie. Le « temporel », les questions économiques, cela nous regarde, cela ne regarde pas l'Eglise du Christ. » Voilà ce qu'ils disent.

« Que le prêtre reste à la sacristie » : cette phrase ayant été écrite dans un organe de la « Bonne Presse », il y a lieu de penser que l'ACTION PAROISSIALE nous vise ici à mots couverts, d'ailleurs avec une adresse où les RR. PP. Jésuites n'ont pas d'égaux (nous nous exprimons de la reconnaître). Mais il suffira au lecteur de l'ORDRE de rapprocher ce passage de notre article de samedi pour comprendre que l'A.P. interprète notre attitude avec beaucoup de sang-froid et de fantaisie. Est-ce demander le prêtre à la sacristie que de lui demander de n'en pas sortir pour entrer dans le domaine temporel sans dépouiller son caractère ecclésiastique ? L'ACTION PAROISSIALE nous éclairerait en répondant directement à cette question. Elle conclut en ces termes :

Celui qui dit que l'Eglise doit rester à la sacristie, il ne lui appartient pas de juger que tel contrat est juste ou non, que tel homme, patron ou ouvrier, a tels droits et tels devoirs, celui-là ne peut être un bon catholique. Il pense autrement que le pape.

Encore une équivoque. Ce que nous avons dit, c'est qu'il n'appartient pas à des ignorants d'interpréter à leur guise les encycliques pontificales et de conclure du général au particulier, sans tenir compte des faits. L'Eglise — ou le journaliste censé parler en son nom — dessert ses intérêts et les intérêts spirituels des catholiques en jugeant sans examen la législation sociale de M. Bennett. La loi sur les dettes agricoles, la loi sur les assurances sociales — toutes deux approuvées par la « Bonne Presse » — sont nettement antisociales. Nous l'avons montré. L'événement se chargera de nous donner raison. Et, dans les circonstances, l'homme d'Eglise qui se prononce au nom de la doctrine se met, comme on dit avec irrévérence et vérité, les pieds dans les plats. Il n'y a qu'un pays au monde où l'on appelle insolence la liberté de parole la plus élémentaire, et c'est le nôtre ; mais il y a un journal où l'on se moque pas mal de passer pour insolent, et c'est l'ORDRE. Quoi qu'il en soit, nos positions étant nettes, ni la « Bonne Presse » ni l'ACTION PAROISSIALE ne seront excusables, à l'avenir, de fausser notre pensée.

Lucien PARIZEAU

Le lèse-nazisme

A Brunswick (Allemagne), un ouvrier a été condamné à onze mois de prison sous l'inculpation d'avoir fait à un camarade des déclarations blessantes pour les personnalités dirigeantes du parti national-socialiste et pour s'être exprimé en termes défavorables sur le plébiscite sarrois.

Accusé d'avoir « gravement insulté » un membre de la chambre médicale qui l'avait salué par la formule « Heil Hitler » et de s'être exprimé en termes méprisants envers le « salut allemand », un médecin de Blomberg a été interné dans un camp de concentration.

Cigarette GRADS CONSERVEZ LEZ VOS MAINS DE BRIDGE — Nous acceptons maintenant comme série complète 52 cartes en série ou non. L. O. GROTHE LIMITE, MAISON CANADIENNE ET INDEPENDANTE

LA PENSÉE ÉTRANGÈRE

FACUNDO

(Du Temps)

Il y avait à la fin du dix-huitième siècle, près de la Rioja, dans les Llanos de la future République Argentine, un éleveur de bétail entre tant d'autres, qui s'appelaient Quiroga. Ayant eu un fils, il lui fit donner toute l'instruction qu'on pouvait alors avoir en cet endroit, c'est-à-dire qu'il lui fit apprendre à lire et à écrire.

L'enfant, qu'on nommait Facundo Quiroga, n'était pas commode. Laissons les histoires d'école; on en raconte de pareilles sur tous les célèbres hommes de main. Mais il est bien établi qu'à quinze ans Facundo était déjà connu par sa passion du jeu, et que bientôt après il blessait d'une balle un certain Jorge Pena, faisant ainsi « couler le premier filet du large torrent de sang qui marque à jamais son passage sur la terre ».

Ensuite il travailla comme manœuvre ou gauchon dans les villages alentour du sien. Il est joueur effréné. Il commença bientôt son premier meurtre. Puis il déserta, incendia la maison de ses parents, giffa son père, vola, tua, et en fera tant qu'il lui faudra enfin s'enfuir pour se joindre à la montonera de Ramirez (1818)... Mais ici il nous faut donner un mot d'explication.

Après la conquête de leur indépendance en 1810, les quatorze provinces du Rio de la Plata avaient eu beaucoup de mal à s'entendre. A Buenos-Aires se trouvait une bourgeoisie citadine relativement éclairée, des gens capables d'être professeurs, écrivains, avocats, etc., tandis que le reste du pays se trouvait plongé dans la barbarie. Il fallait donc que Buenos-Aires devint la capitale et prit la direction du pays. Tel était du moins l'avis des unitaires. Mais les fédéralistes pensaient tout autrement: c'était dire ils ne pensaient pas du tout et c'est justement pourquoi ils haïssaient les unitaires.

Dans les immenses campagnes de l'Argentine, les habitations, les ranchos, étaient distants d'une quinzaine de kilomètres les uns des autres, à l'ordinaire. Ils appartenaient à des descendants assez purs de la race espagnole, qui commandaient en maîtres absolus à des masses mélangées de péons totalement incultes. Ces sortes de seigneurs du moyen âge, on les appelait caudillos. Le gouverneur de chaque province désignait parmi eux un commandant de campagne, et naturellement il choisissait pour cela le caudillo le plus puissant par sa violence et son autorité personnelle. C'étaient ces petits chefs, appuyés sur leurs gauchos, cavaliers incomparables, aussi habiles à lancer le couteau que le lasso ou les boleadoras, qui devaient lutter à partir de 1826 contre la bourgeoisie unitaire de la ville de Buenos-Aires, laquelle s'efforçait naturellement de supprimer cette sorte d'anarchie et d'unifier le pays. Coiffés de leurs chapeaux de feutre à petits bords, en forme de pots de fleurs, tenant à la main une mauvaise lance et parfois un mousqueton, couverts jusqu'aux épaules par les garnitures de cuir brut qui protégeaient contre les broussailles épineuses le poitrail de leur cheval et le cavalier lui-même, ces gauchos à demi sauvages formèrent des montoneras, des bandes qui, au prix d'une série de combats sans merci où le meurtre des prisonniers et la torture étaient de règle, finirent par venir attaquer leurs chevaux aux grilles de la place même où la bourgeoisie éclairée de Buenos-Aires avait commencé la révolution. Leur chef, le caudillo et commandant de campagne Rosas, devint dictateur, et ses violences sont célèbres. L'assassinat le débarrassa de ses rivaux, notamment de Facundo Quiroga, dont on trouva la vie dans un livre, célèbre en Argentine, de Domingo F. Sarmiento¹, où nous cueillons les détails qu'on va lire.

En 1818, comme il allait, sans en faire nul mystère, se joindre à la montonera de Mamilled, le gouverneur de San Luis fit mettre Facundo en prison. Bon! Mais voilà que des officiers espagnols, pris au Chili, qu'on avait enfermés là, se mutinent et commencent par libérer les prisonniers et commencent par libérer les prisonniers de droit commun, pensant trouver de l'aide parmi eux. Facundo était de ceux-ci. A peine ouverte la porte de sa prison, il se jette sur les Espagnols, aide des soldats et de plusieurs autres prisonniers, se bat comme un lion, et grâce à lui voilà la mutinerie étouffée. On ne pouvait moins faire que de le libérer et féliciter. C'est ainsi qu'il revint triomphant et quasi célèbre parmi les gauchos des Llanos.

Il ne tarda pas à s'imposer comme leur chef. Il avait ce don naturel qu'on appelle l'autorité. Il avait aussi une heureuse étoile, et la chance le favorisait dans la vie comme au jeu. Mais surtout il s'imposait par sa brutalité sanguinaire. Joignez qu'il était bon observateur et savait exploiter la crédulité des gauchos. Un objet avait été volé dans sa troupe et l'on ne pouvait arriver à savoir par qui. Il fit distribuer des baguettes exactement de la même longueur à tous les soldats: « Celui dont la baguette aura poussé dans la nuit, voilà le voleur », déclare-t-il avec assurance. Le lendemain l'un d'eux se présente avec une baguette trop courte: il l'avait raccourcie pour compenser la croissance: « Un peloton d'exécution! » commande Facundo... Vous trouvez que cela sent la légende? En ce cas écoutez ceci. Un gauchon subissait un interrogatoire. Facundo déclare soudain: « Tu mens. Cent coups de fouet! » Et, l'homme parti, il dit à l'un des assistants: « Voyez-vous, monsieur, quand un gauchon fait des marques avec son pied tout en parlant, c'est qu'il ment. Une autre fois qu'il avait demandé un homme résolu pour une mission dangereuse, on lui en amène un. Il écrivait à sa table. Il lève la tête un instant, puis: « Mais

c'est un pauvre diable! J'ai demandé un homme résolu ».

Quant à sa brutalité, c'étaient seulement quelques traits. Il tue à coups de pied un de ses partenaires au jeu. Il en empoigne un autre par les cheveux et le secoue jusqu'à lui briser la nuque. Sa maîtresse lui demande soixante pesos pour la célébration du mariage qu'il a accepté: il lui arrache les deux oreilles — littéralement. Son fils Juan ne voulait pas se taire: il lui fend la tête d'un coup de hache. Ces gentillesses peuvent s'excuser (si j'ose ainsi parler) par la colère. Mais une foule d'autres sont accomplies avec le plus parfait sang-froid.

A Tucuman, Facundo apprend que des objets précieux ont été cachés dans une église. Il les réclame au sacristain. Celui-ci, un innocent, à peu près idiot, lui répond en souriant: « Ah! tu ris? Allons, un peloton!... » Et le pauvre diable est fusillé. Plus tard, notre homme aperçoit un de ses officiers qui, pour séparer deux soldats qui se battaient, leur applique des coups de plat de sabre. Il veut percer l'officier de sa lance. L'autre, un athlète, saisit l'arme par sa hampe, la lui arrache, puis la lui rend respectueusement. Facundo veut recommencer: nouvelle lutte, nouvelle victoire de l'officier, qui lui remet encore la lance. Alors Facundo fait cette chose ignoble: il appelle six hommes, fait attacher son adversaire contre une fenêtre et, quand il ne peut plus bouger, le tue à coups de lance. Au moment où les troupes quittaient San Juan, une mule prend peur et s'échappe dans l'église Sainte-Anne. Le muletier lui court après: déjà il a la main au licou. Sur l'ordre de Quiroga, un cavalier entre dans l'église, lasse à la fois la mule et l'homme et les traîne: on relève l'homme abominablement blessé.

Une jeune fille, Severa Villafane, qui plaisait au tyran, ne voulait pas céder: elle résista pendant des années entières. Une fois il tenta de l'empoisonner avec des figues sèches; une autre fois, c'est lui qui voulut se suicider avec de l'opium. Severa est prise par les officiers de son amoureux: elle échappe au moment d'être écartelée contre une muraille d'une façon sur laquelle mieux vaut ne pas insister. Un autre jour, Facundo la rencontre: il la soufflette jusqu'au sang, la jette par terre, la piétine. Cependant ses déclarations, ses sollicitations ne cessent pas. Telle est la terreur qu'il inspire, qu'un prêtre ferme à la jeune fille l'entrée de son église, où elle veut se réfugier. Le père même de Severa, le général Villafane, ses frères, n'osent rien dire... Pour se sauver elle se fait nonne. Passant près de son couvent, le tyran se fait amener toutes les religieuses par la supérieure, en dépit de la clôture. L'une d'elles tombe inanimée: c'était Severa... Quel beau conte pour Charles Nodier!

Partout Facundo se posait en champion du peuple, des gauchos de la campagne contre la bourgeoisie citadine. Il est avant tout l'ennemi de l'homme de la ville, qui porte la redingote et l'habit. Il se montre toujours vêtu en gauchon lui-même, et jusque dans Buenos-Aires. Il arrive dans un cantonnement où les autorités lui avaient fait préparer une maison luxueuse. Par son ordre on jette tous les meubles dans la rue: tapis, tentures, fauteuils, commodes, etc., gisent en morceaux sur le sol. Il ne garde qu'une petite table, une chaise et un modeste lit. Il fait fouetter les gens les plus haut placés, les femmes mêmes. Le gouverneur Moral reçoit sept cents coups de fouet pour « ingratitude ». Les dames sont condamnées à faire la cuisine aux soldats. Les supérieures de couvent sont fouettées comme les autres. Son ancien chef d'état-major, gouverneur de San Juan, est mis au pilori, puis condamné à faire une longue route attelé au même joug qu'un bouvillon, telle ment qu'il meurt en chemin. Et que sais-je?... Voilà l'homme qui faillit être maître de l'immense territoire de l'Argentine et qui en domina une partie.

La terreur est son système de domination. Non seulement ses prisonniers, les officiers du moins, sont invariablement fusillés, mais il condamne à mort les siens propres à chaque instant, avec ou sans raison. Après sa défaite de la Tablada, il ordonne d'arrêter tous les habitants aisés qu'on trouvera à Los Pueblos: ils ont fui; ses bandes n'en découvrent que onze: fusillés. L'un d'eux, don Mariano Pasos, avait reçu deux cents coups de fouet peu auparavant, parce qu'il avait dit en voyant passer les soldats de Facundo: « Voilà de beaux combattants! » D'ailleurs celui qui parlait don Mariano reçut deux cents coups pareillement pour avoir entendu le propos. Il massacra jusqu'à d'innocents paysans dans la campagne, et quand on s'en étonne il demande: « Mais comment voulez-vous que je me refasse sans cela? »

Un beau jour, il ordonne à tous les habitants de la ville de la Rioja d'émigrer à la campagne sous peine de mort: moyen radical de supprimer les citadins suspects d'être unitaires, et d'en faire des paysans, des fédéraux. Les autorités de San Juan sont venues le saluer; il leur fait passer la nuit dans la rue, sans raison. Le lendemain, sous la menace du fouet ou du fusil, il impose des contributions aux femmes, puisque tous les hommes se sont enfuis. Car c'était par la terreur encore qu'il se procurait de l'argent: « Combien donnez-vous de votre vie? » demandait-il. Si la somme était insuffisante, l'homme était tué. Ou bien il mettait un factionnaire devant chaque boutique et faisait vendre les marchandises à son profit, et l'on pouvait le voir lui-même détailler aux chalandes la toile ou les œufs... Voilà l'homme qui gagna des batailles, domina une partie de l'Argentine libérée, et en fut devenu le maître s'il ne s'était trouvé un autre caudillo plus fort et plus sanguinaire encore que lui. Rosas le fit assassiner avant de se faire dictateur pour plus de

L'Allemagne et la question coloniale

(De MER ET COLONIES)

Dans la NATION, M. J. Varlette présente une intéressante et peu connue évocation des conditions dans lesquelles l'Allemagne a constitué son domaine africain.

Le 24 avril 1884, Bismarck adressait au Gouverneur du Cap un télégramme le priant d'aviser officiellement son Gouvernement que le Reich prenait sous son protectorat les comptoirs établis au nord du fleuve Orange par Lüderitz, négociant de Brême, et il fut aussitôt fait comme il était dit. L'Allemagne entra ainsi d'autorité parmi les puissances coloniales. Dès la même année, le drapeau allemand flottait sur le Togo, le Cameroun, la Nouvelle-Guinée et le Sud-Ouest Africain. L'événement s'accomplit sans négociations internationales et, est-il permis d'ajouter, sans consultation des intéressés; ce qui est, dans bien des cas, la bonne manière, à en juger par les attermoissements, les reculades, les non-abouissements que comporte l'autre.

Le cinquantième anniversaire de la fondation de cet empire africain a été particulièrement célébré en Allemagne. Sur l'ordre du ministre prussien des Cultes, la question coloniale a été traitée au point de vue national dans toutes les écoles où, faut-il constater, les maîtres n'ont point la mentalité antinationale que l'on rencontre chez tous nos nôtres et que vient d'affirmer, une fois de plus, le scandaleux Congrès de Nice. Il a été institué, outre-Rhin, une « Année du Souvenir colonial ». Les manifestations se sont succédées pendant plusieurs semaines. Elles ont commencé par un Congrès des chefs actuels du mouvement colonial, réunis à Kiel, en coïncidence avec le retour du *Carlshu*, revenu de sa croisière mondiale, et les grandes régates de Kiel, afin de souligner le rapport qui existe entre marine et colonies.

En juillet, une Exposition Coloniale, organisée par l'ancien gouverneur Schnee, président de la Société Coloniale allemande et de la Ligue Coloniale du Reich, par le général von Epp et par le duc Adolphe de Mecklembourg, s'ouvrait à Cologne. Enfin, une journée du « Souvenir Colonial » était célébrée dans toute l'Allemagne le 8 juillet.

Cet ensemble de manifestations montre que, pour les Allemands, la formule qu'ils énonçaient dès 1920, au lendemain de la perte de leurs colonies: « Nous exigeons que les territoires (colonies) nécessaires à notre subsistance et à l'écoulement de notre population », n'est pas un vain mot.

Il ressort nettement des manifestations qui viennent de se dérouler outre-Rhin que le Reich n'a nullement renoncé à ses colonies. La Société Coloniale allemande poursuit sa campagne contre le « mensonge de la culpabilité coloniale » contenu dans l'art. 22 du Pacte de la Société des Nations. L'Allemagne est demeurée profondément blessée dans son orgueil par la clause qui a rayé des puissances coloniales.

Elle considère cette humiliation comme imméritée. Elle ne comprend pas que c'est son pangermanisme colonial qui a été l'une des causes de la guerre mondiale. Elle a oublié le plan Delbrück de 1912, qui consistait à relier les deux colonies allemandes de l'Ouest et du Sud-Ouest africain, en s'emparant du Congo Belge, d'une partie du Congo Français et des possessions britanniques.

Un immense empire africain eût coupé ainsi, sous les couleurs allemandes, l'Angleterre de ses possessions du Sud. Une marine de guerre et une flotte commerciale puissantes complétaient ce plan militaire, qu'étudiait sur place une importante mission dirigée par le grand-duc de Mecklembourg et que je rencontrai à Bangui. Cette mission ne fut certainement pas étrangère aux négociations qui, par la suite, aboutirent à la cession par nous de ce territoire que l'on appela « le Bec de Canard ».

Entre temps, elle poursuivait son projet de chemin de fer de Bagdad — ligne destinée à être reliée à La Mecque — et menaçait ainsi la route que l'Angleterre tentait de se frayer du Cap aux Indes.

Comme le dit, avec tant de justesse, M. J. Varlette, « cette soif d'hégémonie, doublée d'une course intense aux armements, fut la course à l'abîme, qui devait fatalement amener un choc avec l'Angleterre ».

L'Allemagne d'avant 1914, encore enivrée de sa victoire de 1870 — ce qui prouve qu'elle a l'enivrement prolongé — en était arrivée, grâce, pour une large part, au cabotage de son Kaiser, à un véritable état de folie des grandeurs, dont le fait que voici, joint aux énonciations précédentes, démontre plus que le reste l'existence et l'intensité, en même temps qu'il est caractéristique de la place que le Reich accorda à la propagande: Lorsque la mission Baudin en Amérique du Sud — et dont j'eus l'honneur de faire partie — s'est rendue dans cette partie du Nouveau Monde afin d'y remplir une tâche combien nécessaire de propagande française, opposée à la propagande allemande, nous fûmes assez

quize ans. Facundo périt victime de son assurance, de sa confiance en son étoile. Il avait échappé à divers attentats sur sa route, et il le savait. Avant d'arriver au relais de l'Ojo de Agua, un jeune homme arrêta sa voiture et le prévint que de nouveaux assassins l'attendaient: il répondit tranquillement que leur bande, à son premier cri, se mettrait à son service. Le maître de poste, chez qui il passa la nuit, donna tous les détails à son secrétaire, les noms, le lieu de l'embuscade, tout. Facundo Quiroga s'obstina à partir... C'est ainsi qu'il fut tué net d'une balle dans l'œil, et ses compagnons égorgés tout à loisir par les gens de Rosas.

Jacques BOULENGER

L'éducation de la jeunesse et l'État

(De la GAZETTE DE LAUSANNE)

M. Adolf Hitler et ses collaborateurs s'efforcent de faire des écoles allemandes autant de « rochers de bronze » destinés à défendre le pays contre les propagandes hostiles. La liberté académique était naguère un privilège auquel les universités du Reich étaient fort attachées. On a tellement persécuté les professeurs indépendants qu'ils disparaissent à grande vitesse. Et les officiers d'applaudir. Le BERLINER TAGEBLATT écrivait dernièrement que M. Karl Barth avait été frappé non pour avoir refusé de prêter serment, « mais parce qu'il avait montré un mépris du régime inadmissible chez un fonctionnaire ». Un certain docteur Saller, privat-docent à Göttingue, ayant été brisé lui aussi, le VÖLKISCHER BEOBERACHTER écrivait ceci: « Le nouvel État ne veut plus de ces professeurs qui tentent de faire une brèche dans la conscience vivante de la communauté ethnique à base biologique. Le même journal annonçait le 7 janvier dernier que l'État national-socialiste faisait le nécessaire pour mettre la jeunesse à l'abri « des inconvenients de l'intellectualisme ». L'université allemande ne donne plus une instruction « objective » à base d'esprit critique. Il faut, comme écrit la DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG (19 janvier) à propos de la réforme des études juridiques « initier d'abord l'étudiant aux principes raciaux de la science ». Et voilà ce que deux ans de Croix gammée ont fait du peuple « des penseurs et des poètes ».

En Italie fasciste, l'État a mis aussi la main, avec rudesse, sur l'enseignement public. Le Saint-Siège a vaguement protesté, mais Mussolini s'est montré irréductible. C'est l'État laïque qui façonne la jeunesse sous le signe du faisceau; mais l'Italie est un pays de vieille civilisation. On y garde le sens de la mesure. L'école fasciste reste une école humaine. La revue LU donnait dans une de ses dernières livraisons d'intéressants extraits des manuels italiens. On enseigne aux écoliers et écolières d'Italie l'amour passionné de la patrie italienne, mais non le culte de la race. Voici la prière qu'on récite au début de la classe dans toute l'Italie: « Seigneur, toi qui donnes à chacun de nous une aide proportionnée à sa tâche, nous te prions d'assister avec force l'homme qui, appelé par ta Providence au gouvernement de notre pays, veut le restaurer afin que l'Italie accomplisse ses destinées. » Et voici deux réponses faites par des écoliers de 7 ans à cette question: « Que pensez-vous du Duce? Le premier a répondu: « Mussolini nous donnera ce dont nous avons besoin, car il sait ce qu'il faut aux enfants. » Le second a dit: « Je voudrais qu'il nous commandât quand nous faisons de la gymnastique. » Il n'y a rien de blessant pour personne dans ces propos ingénus.

Si nous examinons maintenant certaines tendances qui se manifestent dans l'école primaire en France, force est bien de constater un esprit tout différent. Nous avons récemment exposé les louables efforts tentés

permettent, que nous devons, dès maintenant, nous prémunir et proclamer que si nous ne devons jamais céder un pouce de nos droits en ce domaine, ce ne serait seulement que sous la condition expresse que l'opération aurait un caractère simultané résultant d'une résolution commune, prise par tous les intéressés, la Grande-Bretagne en tête, en une convention, également commune.

Or, comme une telle éventualité est invraisemblable et ne se réalisera probablement jamais, nous pouvons avoir la certitude que la solution ainsi envisagée nous mettra à l'abri de ces trop fréquentes capitulations nées chez nous d'un désir de conciliation, sous prétexte d'apaisement: méthode dont on sait de quel prix nous l'avons payée jusqu'ici, sans résultat.

P. M.

par le ministre Mallarmé pour remonter ce courant funeste. Il n'aura pas trop de tout son patriotisme et de toute son énergie pour venir à bout des mauvais instituteurs. Ceux-ci ont beau n'être qu'une minorité, leurs syndicats révolutionnaires sont devenus tellement puissants que ce sera toute une affaire de les abolir; mais si la France veut vivre, il faudra bien qu'elle s'y décide. Aucun État ne saurait, à la longue, résister à une propagande de ce genre. Ce n'est plus seulement contre la patrie que l'École émancipée fait campagne; elle considère comme une œuvre méritoire de favoriser le progrès de la haine de classes. Une de ses dernières livraisons contient des « problèmes prolétaires » élaborés par un instituteur corse pour les enfants de 7 à 9 ans. Voici un de ces problèmes: « Dans les 168 heures d'une semaine, un oisif a passé 70 heures au lit, 35 heures à table, 56 heures à la promenade et au théâtre. Combien d'heures a-t-il travaillé? » Et voici un autre exemple: « Un marchand de canons gagne en 4 ans: 25 millions, 24 millions, 26 millions, 25 millions. Combien a-t-il gagné en tout? » De l'aveu même de l'École émancipée, ces problèmes sont destinés à montrer aux enfants des écoles primaires « à quel point ils sont exploités ». Car tel serait le rôle de l'école. Étrange conception du devoir des instituteurs! Et combien différente de celle qui a cours officiellement dans cette Allemagne et cette Italie, voisines de la France. Il s'en faut, d'ailleurs, hâtons-nous de l'écrire, que l'école primaire française soit dès maintenant aux ordres des adeptes de l'École émancipée, mais n'est-ce pas déjà trop qu'une publication de ce genre soit autorisée? Le maître d'école syndicaliste, comme l'écrit dans la NATION M. Jean Le Mée, est en train vraiment de devenir un danger social et un péril national. Puissent les autorités françaises réagir avant qu'il ne soit trop tard!

Maurice MURET

L'industrie française

La France importe, en poids, plus d'objets manufacturés qu'avant la guerre: En 1912, 13.500.000 quintaux; en 1933, 17.500.000 quintaux.

Elle exporte en valeur moins d'objets manufacturés qu'avant la guerre: En 1912, 17 milliards de francs; en 1933, 11 milliards de francs.

Les excédents d'exportations sur les importations ont diminué: En 1912, de 8 milliards de francs; en 1933, de 6 milliards de francs.

Les industries exportatrices atteintes

Tissus. — En 1912, 4.550 millions; en 1933, 2.113 millions.

Vêtements de mode. — En 1912, 1.220 millions; en 1933, 181 millions.

Orfèvrerie, horlogerie, bijouterie. — En 1912, 400 millions; en 1933, 74 millions.

Produits chimiques. — En 1912, 905 millions; en 1933, 888 millions.

Faïence, porcelaine, verrerie. — En 1912, 400 millions; en 1933, 280 millions.

La France exporte moins parce qu'elle fabrique trop cher, du fait d'une fiscalité incohérente et abusive, et aussi de lois incoordonnées et socialisantes.

L'ORDRE est édité par les Éditions de l'ORDRE limitée (cette bouffonne désignation est imposée par le seul gouvernement français d'Amérique) et imprimé par la Cie de Publication de la Patrie limitée, 180 est, rue Sainte-Catherine, Montréal.

UN BON COMBUSTIBLE... À BON MARCHÉ... ADOPTEZ LE COKE LASALLE

La clef de votre confort!



POURQUOI ne pas prendre immédiatement votre téléphone et commander une tonne ou deux de ce combustible propre, économique, moderne?

Nous sommes encore loin des jour ensoleillés de l'été. Assurez donc votre confort pour le reste de l'hiver avec de bons feux de COKE LASALLE, constants et faciles à entretenir. Chaque tonne que vous brûlez vous sauve de l'argent.

DE VOTRE FOURNISSEUR OU DIRECTEMENT
DE MARQUETTE 6221

L.M.1978P

¹ Facundo, trad. par Marcel Bataillon. Institut international de coopération intellectuelle.

LE THÉÂTRE

La reconstruction du Stella

Dans la revue qu'il fait jouer actuellement au Théâtre Stella, M. Henri Letondal dit en substance dans sa présentation d'un numéro où il fait de Maria Chapdelaine une adaptation fantaisiste à l'espagnole...

Des renseignements pris à très bonne source me permettent d'annoncer en premier — ce qui est fort appréciable pour un journal qui n'a pas encore commencé à publier des nouvelles — que l'édifice qui abrite actuellement le Théâtre Stella sera reconstruit pour faire place à une salle presque trois fois plus grande et aménagée de la façon la plus moderne...

Georges LANGLOIS

Questions de langue

POPOTE. — Popote a chez nous deux acceptions distinctes : il se dit des mets qu'on apprête, qu'on sert en général, et particulièrement des mets mal apprêtés. Ainsi, une maîtresse de maison fait elle-même sa popote, et tel ou tel mets est de la popote. Le terme popote est provincial ou populaire. Pour parler le français d'école, il faut dire cuisine dans le premier cas, et mets mal apprêtés ou pauvre cuisine dans le second.

GARGAÏLE. — Pendant que gorgotte et gorgousse se disent chez nous de la bonne comme de la mauvaise cuisine, gargaïlle ne s'y entend que de la cuisine mal apprêtée. Gargaïlle n'est pas français. La locution correcte est mauvaise cuisine, pauvre cuisine, ou maigre cuisine.

FRICOT, C'NAQUE, DÉBRETTE, FRÉG. — Ces quatre termes s'emploient chez nous en parlant des repas de fête, d'apparat. C'naque, débrette et frég ne sont pas français et fricot est provincial. Dans la langue courante, en France, on dit grand repas, régal ou festin.

GOGAÏLE, GODAÏLE, GORGAÏLE. — Gogaïlle et godaïlle se disent fort bien d'un joyeux repas. Mais ils n'ont pas en français, non plus que gorgaïlle, le sens de cuisine, de nourriture ou de provisions de bouche. Au lieu de faire la gogaïlle, disons faire la cuisine; et à emporter sa gogaïlle, substituons emporter de la nourriture, emporter des provisions de bouche.

RESTANTS. — Restant s'emploie en France, dans le langage populaire, pour désigner ce qui reste (d'un plat, d'un mets). Mais c'est parler incorrectement que de donner le nom de restants tout court à ce qui reste d'un repas. C'est restes de la table qui s'emploie couramment en France.

Le Comité d'étude de la Société du Parler français au Canada.

Cadeau utile et agréable : un abonnement à l'« Ordre ».

En défense des Iroquois

LE HURON est le grand défenseur des belles causes, même de celles qui sont perdues d'avance, et ses haïnes nationales ne sauraient l'aveugler au point d'oublier son sentiment de la Justice et de la Vérité. C'est en cela qu'il est Huron, qu'il se différencie des vulgaires Faces-Pâles et des Dos-Verdâtres plus vulgaires encore, qui, lorsqu'ils sont atteints d'un accès périodique de xénophobie, reviennent, avec la vitesse d'un trait lancé d'une main sûre, à la « mentalité » de l'homme des cavernes ou simplement de la brute médiévale. Le Huron est capable, à l'occasion, de défendre même des Iroquois, bien qu'en temps ordinaire il les tienne en juste mépris.

C'est pourquoi le rédacteur-scandaleux, plus impavide et plus broncé que jamais, se fait aujourd'hui le défenseur de ses cousins à la pigmentation curieuse, parce que les Iroquois ne sont pas capables de se défendre eux-mêmes contre les déprédations ignobles des Faces-Pâles qui empoisonnent le pays.

Nul n'ignore, hors les bacheliers satisfaits, les politiciens de l'Hôtel de Ville et les ronds-de-cuir fédéraux, que l'Indien, fût-il iroquois, possède sur les territoires de chasse de ses ancêtres des droits imprescriptibles, quoique fort peu respectés. Ces droits consistent avant tout dans la libre disposition des « réserves » que les ministres blancs ont assignés aux rouges tribus. Hurons, Iroquois, Sioux, Athapasques ont tous leurs réserves et ils sont théoriquement les maîtres chez eux. Mais dans la pratique, les choses se passent différemment, un peu comme à New-York, métropole américaine, mais d'où les Américains sont exclus ou presque, et

où les Irlandais contrôlent l'administration, la police, les phares verts et rouges de la circulation, où les Juifs contrôlent tout le reste et où les Nègres tiennent lieu de descendants des colons du « Mayflower ».

Mais aux Etats-Désossés, il reste quelques Américains authentiques qui ont leurs « réserves », et qu'ils savent fort bien défendre contre les Dagoes de tout poil et de toutes couleurs, tandis qu'au Canada les pauvres bougres, qui sont en réalité les propriétaires du sol, sont relégués dans les districts les plus pauvres et ne sont même pas les maîtres chez eux.

C'est pourquoi le Huron prend fait et cause pour les Iroquois qui demandent l'expulsion de tous les chiens de Faces-Pâles qui traînaient encore dans leur réserve de Caughnawaga. Les Blancs n'ont rien à faire dans ce bout de terrain, et si un jour, après un pouvoir de guerre, les Iroquois les scalpèrent tous, le Huron les applaudirait.

Le Huron demande au nom de ses frères rouges que l'on cesse d'exploiter honteusement les Indiens, même quand ils sont des Iroquois. Le Huron sait parfaitement que les hommes algonquins n'ont jamais atteint la civilisation qui brilla jadis sur le plateau d'Anahuac, mais cela n'est pas une raison pour traiter des Iroquois comme de vulgaires Dos-Verdâtres. Puisque le premier ministre fédéral parle tant et plus de justice sociale, il ferait bien d'appliquer dans son programme un article sur la justice qu'on doit rendre aux Indiens.

Le HURON huronisant

Artistes et artisans du Canada français

La cinquième exposition biennale d'architecture et d'arts appliqués vient d'avoir lieu à l'« Art Gallery » de Toronto. Tenu sous les auspices de l'« Ontario Association of Architects », elle comprenait, pour la première fois, une importante section (quelque 225 numéros) sur les arts « traditionnels » du Canada français, organisée par les soins de M. Marius Barbeau.

Il semble qu'on ait l'intention de transporter cette partie de l'exposition dans les principales villes du pays. Actuellement, elle se trouve à Ottawa pour une semaine encore, et je suppose qu'elle viendra à Montréal. Ce sera alors le temps de juger sur pièces et de voir si réellement les assertions suivantes, que M. Barbeau a faites, selon l'« OTTAWA CITIZEN », à un déjeuner de l'« University Club », sont bien justifiées :

The standard of the fine arts in French Canada in the period following the British conquest equalled and in many cases surpassed (!) that of the finest craftsmanship of the Old World in the same period. Isolated from France, their former source of inspiration and tutelage, the colonial silversmiths, woodcarvers and others, free from outside influence, developed their arts along individualistic lines and attained a degree of excellence that put them on a footing with the artists who decorated Versailles (!!).

Je n'ai pas besoin de vous dire que mon doute est fort grand, quel que soit le mérite de nos artisans. Je crois même que ces hyperboles sont très dangereuses. Un autre reproche que je fais à M. Barbeau, c'est de prolonger indéfiniment la période de la Renaissance. Déjà en retard sur la Renaissance italienne, ce style fut complètement négligé en France à la fin du XVIe siècle.

À la deuxième Ecole de Fontainebleau qui subsistait encore à cette époque, Henri IV donna le coup de grâce en appelant en France un grand nombre d'artistes flamands; d'autre part, les Français prénèrent de plus en plus l'habitude d'aller étudier en Italie. Bientôt, Simon Vouet, appelé par Louis XIII, en 1629 si je ne me trompe, fondaient un atelier dont le rôle n'est pas encore assez connu, et présidait ainsi à la naissance de l'art classique français qui devait avoir son apogée, avec Le Brun, dans le Versailles de Louis XIV.

Quoi qu'il en soit, ce sont là des vœux. Elles n'enlèvent rien à l'immense mérite de M. Barbeau, qui a été un initiateur. C'est un rôle extrêmement difficile à remplir à la perfection, car on est presque toujours sûr de se

Un dîner avec la comtesse de Noailles

(Du FIGARO)

Des admirateurs et des amis de la comtesse de Noailles ont organisé une vente de beaux livres et d'autographes dont le produit est destiné à offrir à la Société des Gens de Lettres un buste de la grande poétesse, dû au ciseau du statuaire Fix Maseau.

La première fois que j'eus le plaisir de voir et d'entendre cette femme de génie, ce fut au printemps de 1912, à un dîner intime chez mon confrère et ami, le marquis de Ségur.

Soirée inoubliable et dont je retrouve mes impressions dans les notes que j'écris chaque jour depuis que j'ai l'âge de raison (quarante ans).

Ségur nous avait dit : « Elle ne sera pas en avance »; mais elle n'est pas arrivée tellement tard; le dîner était pour neuf heures; elle a fait son entrée à neuf heures vingt. Elle a déclaré qu'elle venait de se lever; elle était vêtue de souples, claires et sobres étoffes; un turban noir et or était enroulé comme un lourd serpent dans sa noire chevelure; une grande plume d'autruche noire complétait sa coiffure; elle avait des bas de dentelle noire à grands dessins.

On peut dire que depuis le moment où elle est apparue jusqu'à la fin de la soirée, elle n'a pas cessé de parler; mais quelle vie, quelle intensité, quelle flamme, quelle éloquence! D'ailleurs elle a dit à plusieurs reprises : « L'éloquence mène le monde! » Elle est éloquent; elle a le don et l'art de la parole; elle prononce, elle articule admirablement; et les mots, pressés, nuancés, distincts, détachés, coulent de ses lèvres minces et sinuées de voluptueuse cèbre. Eloquence, loquacité, élocution, comme dans ces trois mots, il y a dans son discours quelque chose de fluide. On voit parfois dans de vieux parcs, au-dessus des vasques des fontaines, des masques de naïades de la bouche desquelles sort un limpide filet d'eau. Ainsi les paroles sortent de la bouche de Mme de Noailles.

Figure étrange, orientale, émouvante; les yeux sont immenses. Ce n'est pas le tout d'avoir de grands yeux; il faut les remplir. Elle les remplit d'intelligence et de pensée. Si les yeux sont le miroir de l'âme, ses yeux sont le miroir d'une âme nombreuse et diverse, universelle, innombrable. Elle parle et l'on se tait. Comment et pourquoi l'interrompre? c'est si bien; mais on ne peut s'empêcher de penser que si une Muse aussi disert eût fait partie de l'Académie (et pourquoi pas?), à nos séances le Dictionnaire lui-même ne pourrait placer un mot. On est obligé à l'écouter et c'est une occupation, si l'on ne veut rien perdre; elle charme, elle émerveille, elle ensorcelle, elle éblouit. Elle parle tout à tour de la duchesse de Rohan qui fait aussi des vers, de Robert de Montesquiou, des suffragettes anglaises, de Michelet qu'elle adore, de Millerand qu'elle exalte, de Briand qu'elle aime et avec enthousiasme de Léon Daudet. Elle parle de la Révolution, de Danton, de Robespierre, de Louis XVI, de

tromper. De toute façon, cette exposition nous permettra de nous rendre encore mieux compte de la surprenante richesse de notre patrimoine artistique. Elle nous donnera aussi l'occasion de noter combien la machine a été partout à l'artisanat son antique souci de le ravir bien « faite ».

Jules BAZIN

Marie-Antoinette; elle passe à l'affaire Dreyfus et dans son monologue défient le général. Mercier, Emile Zola, le colonel Picard et Scheurer-Kestner. En quelques traits ingénieux, définitifs, elle « campe » une reine de France ou un ministre radical.

Ironie, mépris, enthousiasme, elle distribue tout cela avec générosité, avec volubilité. Auteur de vers immortels, elle pourrait se payer le luxe d'être indulgente; elle ne l'est pas toujours, malgré son désir passionné, paradoxal et lyrique d'être juste; elle l'est à sa façon, tumultueusement éclectique. Elle est non seulement très intelligente, mais elle est aussi très spirituelle. Esprit de mots, esprit de diction (je veux dire: façon de dire, intonations amusantes et qu'elle sait être amusantes); esprit d'attitudes, airs de tête, jeu de physionomie, manière spéciale de rejeter la tête en arrière, tout concourt à l'effet.

Peu de potins, peu d'anecdotes, ressource des personnes qui ont plus de mémoire que d'invention et d'esprit spontané. Tout sort d'elle, de son imagination, de sa culture. Elle est toute sensation, impression, émotion, souvenir. Elle se laisse aller, elle se donne; il y a fait aussi de la confiance en soi. Génie, générosité; elle est humaine, d'une humanité, d'une pitié à gauche, comme celle de Séverine, multatis mutandis; elle réclame l'abolition de la peine de mort; elle s'apitoie sur le condamné livide, effondré, loque humaine qu'on traîne à l'échafaud. Elle n'évoque pas la contre-partie, la vieille dame qui voit l'assassin entrer dans sa chambre, une nuit, la vieille dame haïllonnée, et lardée de coups de couteau. Qu'importe! elle est d'une sincérité magnifique et elle est irrésistible... comme les Mille et une Nuits.

Vers minuit, on s'est séparé. Comme je m'inclinais devant l'enchanteresse, en lui exprimant le mieux que je pouvais mon admiration et mon ravissement, elle m'a dit : « Vous n'avez pas parlé... Votre silence me gênait, je me demandais tout le temps: Qu'est-ce que dirait ce chène... s'il parlait? »

Je suis parti avec, dans ma poche, cet aimable reproche où la bonne foi, la forêt et l'humour dansent, si j'ose employer cette image, en se donnant la main.

Maurice DONNAY, de l'Académie française.

Une enclave allemande en terre helvétique

A moins de trois kilomètres de la ville suisse de Shaffouse se trouve un village allemand de 900 habitants, Busingen, entièrement enclavé dans la Suisse.

Un de nos confrères suisses est allé se promener à Busingen. Il y a trouvé des habitants qui se plaignent d'être oubliés par le gouvernement central et se verraient volontiers rattachés à la Suisse. Mais les Suisses sont trop pondérés et trop pacifiques pour faire de cette situation un problème germano-suisse irritant. Ils n'ont pas soulevé la question, facile à régler alors, au Congrès de Vienne. L'habitude est prise.

Il est probable que si le cas inverse se produisait d'une enclave suisse, ou belge, ou française en Allemagne, les Allemands se montreraient moins philosophes.

La presse japonaise et les scandales

Un « Mata-Hari mâle »

(De l'hebdomadaire JE SUIS PARTOUT)

Il y a trente et quelques années, un observateur attentif et impartial, M. Henry Dumolard, qui fut pendant quelque temps titulaire de la chaire de droit français à l'Université impériale de Tokio, nota qu'à l'époque la presse japonaise était scindée en deux. Il y avait les « ko-shimbon » — littéralement, « les grands journaux » — ainsi désignés, non à cause de l'importance de leur tirage, mais parce qu'ils traitaient de matières sérieuses se rapportant à la politique, aux affaires, etc... On en comptait huit : le JIJI SHIMPO, le TOKYO NICHU NICHU SHIMBUN, le MAINICHI SHIMBUN, le HOCHI SHIMBUN, le KOKUMIN SHIMBUN, le NIHON, le CHUGAI SHOGYO SHIMPO, le KYOKA NIPPO.

Il y avait aussi les « ko-shimbon » — les petits journaux — qui touchaient rarement à ces graves sujets, mais qui consacraient, par contre, de copieuses chroniques aux canchans de la ville : leurs colonnes étaient remplies d'horribles comptes rendus des crimes célèbres et de croustillantes anecdotes sur la vie quotidienne des danseuses et des acteurs célèbres.

Les « ko-shimbon » de cette époque (1900-1903) étaient : le JIMMIN, le CHUO SHIMBUN, le TOKYO ASAHI SHIMBUN, le MAISEKI SHIMBUN, le YOMIURI SHIMBUN, le YOROZU CHOHO, le YAMATO, le MIYAKO, le TAHEI, le CHYODA SHIMBUN, le FUJI SHIMBUN, le CHYODA NIPPO.

Un certain nombre de ces journaux ont cessé de vivre. D'autres, tels que TOKYO NICHU NICHU SHIMBUN et le TOKYO ASAHI SHIMBUN, ont connu, depuis, un succès qui a dépassé les prévisions les plus optimistes.

Mais la démarcation, toute morale et toute professionnelle, qui existait dans les premières années de ce siècle a disparu. Il n'y a plus, aujourd'hui, que des « ko-shimbon » ; il a fallu que les journaux, pour atteindre un tirage élevé, satisfassent la curiosité malsaine du public, tel ce YOROZU CHOHO qui, dans les dernières années du siècle dernier, s'était fait une spécialité de s'immiscer dans la vie privée des gens.

Ce YOROZU CHOHO, dit M. Dumolard, se distinguait entre tous, dans cette voie, par ses indiscrètes enquêtes qui, des fois, lui

durant, firent la joie des lecteurs en mettant en scène tous les jours les faiblesses plus ou moins imaginaires d'un bourgeois notable.

Voici, par exemple, les sujets de quelques-unes de celles qui furent publiées lors de mon séjour au Japon, et qui donneront une idée du genre :

« Les hommes connus qui ont des concubines » ;

« Les hommes connus qui ont des enfants naturels » ;

« Les femmes du monde qui entretiennent des acteurs ».

Car, en effet, — et c'est là un des côtés comiques des choses de ce pays, qui prennent constamment le contre-pied des nôtres — au Japon, les femmes ne paraissent pas sur la scène et leurs rôles étant tenus par des hommes, messieurs les Japonais ne pouvaient pas se ruiner pour les actrices, et c'étaient leurs femmes qui faisaient des folies avec les acteurs.

Si l'on s'en rapporte à des constatations faites récemment par un autre observateur, M. Maurice Lachin, dont le Japon 1934 est un livre bien intéressant quoique notoirement philojaponais — ce qui constitue une faiblesse évidente, car c'est l'impartialité qui confère l'autorité — tout ce qui est scandaleux trouve, dans la presse nipponne comme dans la presse américaine, une place de choix.

Autre trait caractéristique des journaux japonais, tout aussi décevant et plus inquiétant :

C'est, écrit M. Lachin, de ne jamais vérifier l'authenticité de la nouvelle contenue dans une dépêche. On passe d'abord la dépêche, on verra ensuite si elle est vraie ou fautive.

Et, pris sur le vif, voici un journaliste du JIJI SHIMPO à l'œuvre :

Un rédacteur s'avance vers M. Wada et lui apporte un sujet de « papier ». Une jeune femme lance des accusations contre un diplomate étranger. Elle déclare qu'après avoir vécu avec elle pendant plusieurs années il l'a plaquée. Elle va porter l'affaire devant le tribunal, et elle sait à l'avance qu'elle aura gain de cause. Un diplomate étranger?

C'est une aubaine. Immédiatement, une des nombreuses autos décorées du pavillon du journal est alertée. Tandis que, rapidement, les photographes prennent leurs appareils, le reporter commence son papier. Dans cinq minutes, il va partir aux nouvelles. Il faut absolument que la jeune femme parle, apporte des précisions sur les mauvais traitements qu'elle a subis. Et surtout, il faut faire vite et bien, car déjà les reporters de l'ASAHI et du TOKYO NICHU NICHU, les deux plus grands journaux d'information de Tokio, sont certainement sur les lieux.

Quelques instants après, premier coup de téléphone : la femme déclare qu'elle ne va plus porter plainte. Un règlement à l'amiable serait-il intervenu ? Il faut cependant qu'elle parle, car l'étranger ne doit pas venir au Japon pour corrompre la femme japonaise, ni pour la rendre malheureuse. Beaucoup de petites filles sentimentales se sont laissées prendre par ces « butterfly », ces papillons que sont les Occidentaux. L'édition du soir annonce le scandale comme inévitable. Demain, il faut qu'il ait été dit et que toute la lumière soit faite. Quant au diplomate, on ne s'en soucie point : il sera rappelé.

L'inconcevable légèreté professionnelle des journalistes japonais relevée ainsi trouve sa confirmation dans l'incroyable histoire suivante, absolument authentique et vieille de moins de quatre mois. Est-il besoin d'ajouter qu'y transparaît le goût malsain du scandale ?

Une femme-écrivain connue s'était embarquée à Marseille pour rentrer au Japon. Cette Japonaise avait passé plusieurs années à Paris. Elle ne s'y était point ennuyée, n'y ayant pas mené la vie d'une petite pensionnaire des Soeurs. Elle était libre ou croyait l'être, dix mille kilomètres et plus séparant l'ardente quadragénaire de son domicile conjugal. Tout allait normalement à bord et le navire avait parcouru largement la moitié du trajet, lorsque se répandit brusquement, après l'escalade de Singapour, la nouvelle que Mme X... avait essayé de se tuer en s'ouvrant le gorge, ce qui est la manière honorable pour une Japonaise de qualité de passer volontairement de vie à trépas. Aussitôt, l'un des plus grands quotidiens nippons — télégraphier à son envoyé spécial à Paris pour que celui-ci procédât sur place à une enquête minutieuse sur la vie privée de la désespérée. L'envoyé spécial dut s'exécuter, et ce fut un débailage en règle que le télégraphe transmit au Japon.

Or, le plus beau de l'histoire, c'est qu'il n'y avait jamais eu tentative de suicide ni quoi que ce soit de semblable.

L'histoire de Mme X... est sans doute une mystification malsaine, mais celle que nous allons rapporter constitue une véritable infamie.

La gendarmerie de Tokio ayant levé l'interdiction de parler de cette affaire, toute la presse japonaise jeta feu et flamme, au début de la deuxième décennie de décembre dernier, sur une hideuse affaire d'espionnage.

Un attaché d'une « certaine » ambassade n'était rien de plus et rien de moins qu'un vulgaire espion.

Il se trouvait à Shanghai à l'époque où les Japonais livrèrent aux Chinois la bataille qui fut si meurtrière pour la population civile. Ayant adressé au ministère de la Marine, duquel il relevait, des rapports remarquables sur la valeur et l'efficacité de l'armée et de la marine nipponnes — ce sont les Japonais qui l'affirment ; hé, hé ! comment le savent-ils ? — ses supérieurs l'en avaient récompensé en l'envoyant à Tokio, où il devait servir en qualité d'adjoint à l'attaché naval.

Déjà, à Shanghai, l'officier avait pris des leçons de japonais d'une femme nipponne. Seulement des leçons ? Que non pas, affirmèrent les journaux japonais. La femme-professeur, qui avait quarante ans, devint la maîtresse de son étudiant en japonais.

D'après eux, de cette première maîtresse il fit sa première complice en espionnage. Pour la gendarmerie de Tokio, dont les officiers ne doivent point connaître des succès exagérés auprès du sexe faible, notre pseudo-espion avait une manière toute personnelle d'ensorceler les femmes, car toute femme qui s'approchait de lui devenait inévitablement sa maîtresse. Celles-ci devaient donc se trouver en nombre imposant. Quinze en moins de deux ans, s'écrivent avec rage les confrères de Tokio et d'Osaka. Et d'énumérer les malheureuses, dont les noms sont donnés en pâture à l'indignation populaire. Il y a de tout parmi ces victimes : des jeunes filles des écoles supérieures, jusqu'à la femme d'un fonctionnaire impérial. Pensez donc ! Alors l'OSAKA MAINICHI SHIMBUN — le journal qui est, avec l'OSAKA ASAHI SHIMBUN, de beaucoup le plus important de la presse japonaise ; avec leur double édition d'Osaka et de Tokio, ces deux journaux tiennent quotidiennement à plus de dix-huit cent mille exemplaires — l'OSAKA MAINICHI SHIMBUN, perdant tout contrôle, s'écrite et écrit : « Un Mata-Hari mâle ! »

Et de reproduire la photographie de quelques-unes des Japonaises qui se sont oubliées avec... Mata-Hari mâle ! Pourquoi, d'ailleurs, se gêner ? Pour l'officier étranger, l'amour n'était qu'un moyen : l'espionnage était le but. Toutes ces femmes, jeunes ou d'âge bienoté canonique, devaient lui servir de rabatteuses de renseignements confidentiels. Les petites dévergondées !

Le Mata-Hari mâle aurait également pris des photographies dans les zones fortifiées.

Mais l'accusation d'espionnage, étayée par la gendarmerie, repose surtout sur le fait suivant :

L'étranger en question aurait traduit un certain nombre d'articles de journaux et de revues ayant trait à l'armée et à la marine impériale.

Cependant, la gendarmerie ajoutait textuellement :

C'est bien là le travail d'un attaché naval, mais cet officier allait vraiment trop loin dans cette direction. Ce qui était pis, c'est qu'il faisait appel, pour sa hideuse besogne (les traductions !), à la collaboration intime des femmes japonaises. C'est désagréable, pour nous, que des femmes japonaises se prêtent ainsi, tout entières, aux espions étrangers !

L'intelligence ni le discernement ne sont point ce par quoi se distinguent les officiers de la gendarmerie japonaise. Il est amusant de constater que ce sera la gendarmerie de Tokio qui, désormais, fixera le volume des traductions, passé lequel le traducteur étranger deviendra tout simplement un espion.

Toute cette chronique, méchante à dessein, par quoi l'on tente de déshonorer le Mata-Hari mâle et quinze femmes sans défense, est l'œuvre de la presse japonaise, la plus « gentleman » — n'est-ce pas ? — de toutes les presses du monde.

L'officier protesta avec indignation. L'accusation d'espionnage, il se faisait fort de la réduire à néant, mais il trouvait, avec raison, inélegant de colporter des noms de femmes, de livrer celles-ci soit à la risée, soit à la vindicte, à la méchanceté, au mépris du public.

L'ambassade dont il relevait protesta également et, à l'étonnement de tous, pour une fois, elle protesta avec vigueur.

Ce sont les officiers japonais qui savent, une fois de plus, l'honneur de leur pays. On peut ne pas approuver leur manière d'envisager la politique, on peut ne pas les aimer, on peut même les détester. Il est impossible à un homme loyal de ne pas rendre justice à la droiture absolue, au sens

de l'honneur, au sentiment élevé qu'ont de l'équité les officiers japonais des unités combattantes. Ce sont les Samurais. Ils n'ont point dégené... Ils représentent ce qu'il y a de meilleur au Japon : désintéressement total, courage, loyauté, fidélité, etc...

Le ministère de la Marine prenait sur lui d'adresser une lettre de regret au capitaine de corvette Aubry de la Noë, dégageant formellement l'aspirant Tessier du Cros — le Mata-Hari mâle ! — de tout soupçon d'espionnage. Car il s'agissait, dans cette histoire, d'un officier français.

Je suis très heureux de vous annoncer, dit l'attaché naval français dans un communiqué à la presse, que je viens de recevoir du ministère de la Marine une lettre officielle qui m'a profondément touché, car elle montre jusqu'à quel point la marine impériale est restée fidèle aux traditions d'honneur des Samurais dont elle a, d'ailleurs, adopté l'emblème, qui est la fleur du cerisier.

Vous devez vous rappeler les soupçons injustes d'espionnage que les journaux portèrent à l'endroit de l'aspirant Tessier du Cros, attaché naval adjoint, dont ils essayèrent de ternir la réputation. Par un geste que nous apprécions hautement, la marine impériale a mis un terme à cette accusation, en m'adressant une lettre qui expose les faits sous leur véritable jour.

Dans cette lettre, le ministère de la Marine exprime ses regrets pour les informations désagréables, attentatoires à l'honneur de M. Tessier du Cros, publiées le 11 décembre.

Le ministère de la Marine a fait de son mieux, conjointement avec les autorités compétentes, pour tirer l'affaire au clair. Il est arrivé à la conclusion suivante que nous reproduisons mot par mot : « Nous considérons que le rapport, tel qu'il a été diffusé, est sans fondement et que les accusations d'espionnage que l'on a portées sont entièrement fausses. Le ministère de la Marine se réjouit des cordiales relations qui ont toujours existé entre les marines française et japonaise et, en regrettant l'information qui a été publiée, affirme que désormais il déploiera tous ses efforts afin que l'honneur de la marine française ne soit point attaqué. »

Je suis heureux que plus rien ne subsiste qui aurait pu troubler les traditions de coopération et de sympathie confiante qui lient les deux marines.

Ainsi agissent les officiers japonais. Quant aux journalistes nippons, ils attendent une occasion nouvelle de récidiver.

JAPONICUS